

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 5 * septembre 2005



... et le 3 octobre



Didier Billion

En quoi la Turquie porterait la moindre responsabilité dans l'échec cinglant du Traité constitutionnel.

Page 3

La Stratégie



Nuray Mert

Attirant beaucoup l'attention par ses commentaires traditionalistes, elle a répondu à nos questions.

Page 8

Événement



Fatih Altaylı

Des propos très francs de la part de celui dont on parle beaucoup en ce moment.

Pages 4-5

İlber Ortaylı, le dernier des ottomans : maşallah...

Attendez-vous à des surprises !

Un des plus importants professeurs d'histoire de Turquie, İlber Ortaylı nous a accueillis au Palais de Topkapı où il a nouvellement pris ses fonctions de directeur.

QUI SOMMES-NOUS ? Sommes-nous les héritiers de l'Empire ottoman ? Qu'est-ce qu'être turc ? Les Ottomans étaient-ils turcs ?

Les Turcs sont à la base de l'Empire ottoman. C'est un empire fondé sur le peuple et la langue turcs. Que ce soit dans l'armée ou l'administration, c'est le turc qui est employé. L'armée surtout est turque. Même si les groupes de gardes formant le noyau de l'armée entre les XV^e et XVII^e siècles étaient constitués d'enfants étran-



İlber Ortaylı*

gers, ils ont été turquifiés et islamisés. Même Sokullu Mehmet Pacha, un des meilleurs exemples de Turc musulman, était issu d'une famille de prêtres serbes.

Quoi qu'il en soit, la langue de l'armée était le turc, et l'armée a toujours eu une grande importance pour le peuple. Il n'y avait pas d'aristocratie à l'époque ottomane. De cette manière, des personnes de toutes les classes sociales et même de tous les groupes ethniques pouvaient s'élever dans la société.

Ce sont les Italiens qui ont baptisé notre pays la Turquie, au XII^e siècle. Comme la majorité du pays était habitée par des Turcs, ils nous appelaient Turquie, ou « **Turko Mania** ». Mais nous avons continué malgré tout à nous considérer comme Grecs ou Romains. Car l'Empire ottoman était la suite logique de l'Empire romain. Même Fatih le Conquérant s'était dénommé « **Kaiser-i Rum** » (Empereur de l'Empire romain d'Orient), alors qu'il est

(lire la suite page 7)

NOUS VOILÀ déjà, en ce mois de septembre, au cinquième numéro de notre journal. Il apparaît déjà que les quatre derniers mois de l'année 2005 seront animés. Début octobre, se tiendra une session du Conseil de l'Europe, pendant laquelle d'importantes décisions concernant la Turquie seront prises : soit l'Union européenne restera une puissance régionale, enfermée dans ses luttes internes, soit elle fera le pas décisif vers sa propre globalisation en accueillant la Turquie. Pour toutes ces raisons, en tant qu'équipe d'Aujourd'hui la Turquie nous comptons vous préparer un numéro d'octobre que vous ne vous lasserez pas de lire, même en 2006. Bref, le mois de septembre sera bien chargé pour tout le monde.

(lire la suite page 3)



Hüseyin Latif*



Entretien Page 9

Şenol Güneş
La marque de Trabzon

Kadıköy : un quartier où il fait bon vivre

Nos lecteurs aimeraient en savoir plus sur le fonctionnement des municipalités en Turquie, c'est pourquoi nous rendons visite aux maires des grands quartiers.

QUELLE EST l'importance de Kadıköy en tant que lieu historique et touristique ?

Kadıköy a été fondé avant Istanbul. On retrouve des traces d'habitations dans le quartier de Kadıköy appelé Fikirtepe dès 675 av. J.-C. C'est plus tard que la presqu'île actuelle de Topkapı est devenue le lieu principal d'habitation à Istanbul. Kadıköy a dû attendre que son heure revienne.

Le nom de Kadıköy vient du



mot phénicien Chalkedon. Ce quartier était habité majoritairement par des Arméniens, des Grecs et, en nombre moins élevé, des juifs, jusqu'à la période républicaine.

À cette époque, l'assemblée communale était constituée à 40 ou 50 % de ces minorités. Mais, après l'avènement de la république et les départs en masse qui ont suivi, la situation a rapidement changé. Il reste toutefois à Kadıköy des traces de cette époque : sept églises, arméniennes, grecques, françaises, syriaques, et deux synagogues utilisées par nos concitoyens juifs.

Kadıköy est plus un quartier résidentiel que touristique. C'est pour cela que les touristes qui visitent le quartier

voient un autre visage de la Turquie : ils voient comment les Turcs vivent au quotidien. Car ils ont souvent en tête l'image négative des Turcs vivant à l'étranger. Ceux-ci sont renfermés, comme en Allemagne par exemple. Je l'ai d'ailleurs

(lire la suite page 3)



*Selami Öztürk & Bilge Demirkazan

Le rendez-vous du 3 octobre : L'opinion publique turque et l'Union Européenne



Haydar Çakmak*

LE 17 DÉCEMBRE 2004, l'UE a déclaré publiquement que les négociations avec la Turquie débuteraient le 3 octobre de l'année suivante. 25 pays ont signé cette déclaration. Depuis 1959, à tous les niveaux, l'UE a toujours d'abord fait des promesses, puis soulevé des problèmes. Pour cette raison, partisans et opposants à l'UE font aujourd'hui preuve d'un manque de confiance certain, les poussant à attendre après chaque promesse faite par l'Union. La situation actuelle confirme bien ce malaise ; en effet, les propos négatifs du Premier ministre français Dominique de Villepin ont ranimé la polémique autour des négociations.

En tant que Turcs, nous en avons désormais assez vu. Et je suis persuadé que nombreux sont les Européens que ce genre de situation insupporte. Les politiciens français antiturcs doivent réaliser rapidement que toutes les crises, tous les conflits, toutes les guerres en Europe ont été le résultat d'erreurs commises par des politiciens égoïstes et manquant de perspectives d'avenir. Les Allemands ne referont pas l'erreur qu'ils ont déjà répétée dans le passé :

L'Europe ne peut fermer les yeux sur le fait que les économies du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale soient contrôlées par les Anglo-Saxons.

contrairement aux périodes des deux guerres mondiales, ils s'allieront avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Si l'UE ne se forme pas de la manière voulue par le Royaume-Uni, une seconde UE risque fort d'apparaître, menée par les Anglais et comprenant la Turquie. L'Allemagne n'a pas pour objectif de diriger une petite Europe avec la France. Cette idée d'une Europe restreinte mais contrôlable ne peut leur convenir. L'économie allemande étant très développée, elle a besoin de grands marchés. L'Europe ne peut fermer les yeux sur le fait que les économies du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale soient contrôlées par les Anglo-Saxons. Les Allemands, comme les Anglais, n'aiment pas les politiques étriquées et préfèrent des horizons plus larges.

Nicolas Sarkozy, avec sa politique à court terme, a déjà placé la France sur un chemin étroit. La politique française a commencé à se façonner non pas en fonction

des concepts mondialistes, mais selon les profits personnels de certains. Une politique visionnaire est impossible à mener dans un contexte aussi limité.

Ces politiques sans avenir ne sont pas à la hauteur de la France, ancien empire, mais plutôt à celle des petites nations. Et nous les Turcs, en tant qu'amis de l'Europe et amoureux de la France, ne pouvons que nous attrister devant ce tableau. Mais nous sommes aussi persuadés qu'il existe en France des politiciens talentueux, intelligents et visionnaires, qui ne laisseront pas une religion fondée il y a plus de deux mille ans influencer la politique mondiale moderne. En effet, si les opposants à la Turquie ne souhaitent pas nous voir devenir « européens » à part entière, ce n'est pas à cause de la couleur de notre peau, mais bien parce que nous sommes musulmans.

J'espère que les négociations commenceront vraiment le 3 octobre. Sinon, et surtout si aucune raison valable n'est présentée en cas de report, d'importantes crises attendent à la fois l'UE et la Turquie. Mais ce ne sera pas la fin du monde, même si les gouvernements européens et les organisations turcophobes blessaient alors profondément le peuple turc. Je ne pense pas non plus que l'Europe en sortirait grandie. Mais il est certain que les partisans du « non à la Turquie » auront prouvé qu'ils ont réussi à faire de l'UE un « club chrétien ».

La Turquie s'est soumise à toutes les conditions préliminaires nécessaires aux négociations. D'un point de vue légal et moral, l'UE n'a plus matière à protester. Il est normal qu'il existe des personnes et même des pays opposés à l'adhésion de la Turquie. Mais l'important ici est que les deux parties trouvent une politique juste et équilibrée, préparée avec toutes les précautions et le recul nécessaires à sa mise en place afin de partager les richesses mondiales, dans un objectif de paix dans le monde.

*Dr. Haydar Çakmak
hcakmak@gazi.edu.tr

Professeur à l'Université de Gazi
Département des relations internationales

À L'HEURE où les Européens discutent de la question de l'élargissement de l'UE à la Turquie, que pensent et que ressentent les intéressés, quelle est l'attitude de l'opinion publique dans ce pays ? La première impression est que l'optimisme et l'espoir d'intégrer un jour l'UE a fait place à un sentiment de déception, d'incompréhension, parfois même de colère. En effet, alors qu'ici les Turcs rêvent et attendent depuis longtemps cette adhésion, les Européens semblent découvrir la question. Ainsi, à l'enthousiasme des Turcs correspondent un refus et un rejet très violent de la part des Européens.

Le débat en Europe sur l'entrée de la Turquie dans l'UE reste très figé et la confusion est totale quant aux raisons de l'opposition à l'adhésion de ce pays. À côté des critères officiels exigés par Bruxelles, on voit apparaître d'autres critères de nature socioculturelle comme la religion, la géographie, le poids important de la population turque, les problèmes sécuritaires des nouvelles frontières.

Devant cette situation, les Turcs ne croient plus à l'entrée de leur pays dans l'Union. Ils ont de plus en plus le sentiment que les critères d'adhésion les concernant ne sont plus objectifs et n'ont pour

but que d'empêcher définitivement leur intégration à l'UE. Alors, on entend de plus en plus dire : « intégrer l'UE oui, mais dignement et pas à n'importe quel prix ».

L'opinion publique turque reste néanmoins, dans sa grande majorité, très favorable au lancement du processus d'adhésion, même si ce dernier n'aboutit pas à une adhésion

à l'UE de leur pays. En effet, ce processus obligera le pays à adopter les mesures nécessaires afin de se moderniser, de se démocratiser et de relever le niveau de vie de ses citoyens. On peut d'ailleurs souvent entendre la phrase suivante : « on aurait aimé que cette dynamique de changement soit interne et spontanée et non externe et imposée, mais aujourd'hui ce qui compte, c'est que notre pays change et se hisse au niveau des pays développés. »

Alors, on attend désormais le 3 octobre prochain, qui doit normalement marquer l'ouverture des négociations d'adhésion en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE, conformément aux conclusions du Conseil européen du 17 décembre 2004.

Seulement la surenchère des conditions supplémentaires préalables à l'ouverture des négociations par certains pays

craindre aux Turcs que leur adhésion à l'UE fasse désormais l'objet de considérations de politique intérieure des pays membres de l'Union. Cette situation a fait naître dans l'opinion publique un

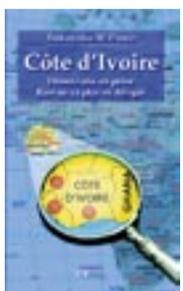
manque total de confiance envers les pays de l'UE. On peut désormais entendre ou lire cette expression : « la Communauté des pays sur lesquels on ne peut pas compter ».

* Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations
internationales

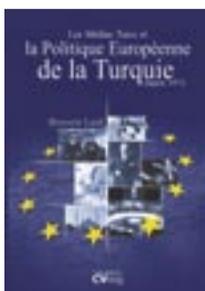
L'optimisme et l'espoir d'intégrer un jour l'UE a fait place à un sentiment de déception, d'incompréhension.

Pour vos insertions publicitaires
et demande d'abonnement :
contactez-nous au
0 216 550 22 50.

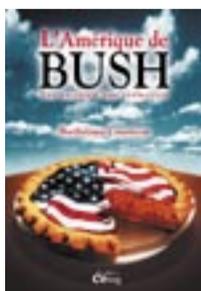
Aux Éditions CVMag



« Côte d'Ivoire, Démocratie en peine Rien ne va plus en Afrique », 240 pages, par Bakayoko M. Pasco, 25 euros.



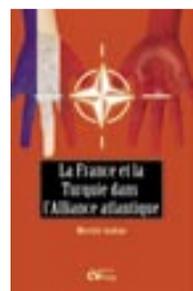
« Les médias turcs et la politique européenne de la Turquie », 504 pages, par Hossein Latif, 29 euros.



« L'Amérique de Bush, les enjeux d'une réélection » 300 pages, par Barthélémy Courmont, 14 euros.



« JavoueTout, Confession contemporaine », 148 pages, par Daniel Latif, 14 euros



« La France et la Turquie dans l'Alliance atlantique », 314 pages, par Mireille Sadège, 22 euros

LE « NON » FRANÇAIS ET LE 3 OCTOBRE



Didier Billion*

À LA suite du double rejet du Traité constitutionnel européen par les électeurs français et néerlandais, des voix n'ont pas manqué de s'élever au sein de l'UE pour réclamer un réexamen du programme d'élargissement. Comme fréquemment dans ce type de situation, il est plus aisé de faire porter la responsabilité à ceux qui n'en ont aucune plutôt que d'affronter lucidement la froide réalité des faits. On peut se demander en quoi la Turquie porterait ainsi la moindre responsabilité dans l'échec cinglant du Traité constitutionnel.

De façon à mieux saisir les défis politiques qui se posent à l'UE, il semble utile de revenir dans un premier temps à l'analyse de la signification du vote du 29 mai. Les sondages de sortie des urnes montrent assez nettement que le « non » français est massif, populaire, de gauche et pro-européen... exactement l'inverse de ce que les partisans

du « oui » tentent encore de faire croire. 79 % des ouvriers, 67 % des employés et 70 % des agriculteurs ont voté « non » tandis que 65 % des professions libérales et des cadres supérieurs votaient « oui ». La fonction publique et la jeunesse – 56 % des 18-24 ans – votaient aussi majoritairement contre le Traité constitutionnel. La géographie sociale du « non » dessine ainsi un bloc sociologique nettement majoritaire.

À ce bloc sociologique correspond un rassemblement politique de l'électorat de gauche : 63 % des personnes qui se disent proches du PCF, du PS ou des Verts ont voté « non » tandis que 73 % des sympathisants UMP-UDF-MPF ont choisi le « oui ». En outre, l'électorat de gauche est nettement majoritaire au sein du « non » puisque 55 % des partisans du « non » se déclarent proches de la gauche ou de l'extrême gauche. Le « non » souverainiste représente, quant à lui, moins du quart de l'électorat total du « non ». Voilà qui contredit la thèse de ceux qui prétendent que le « non » serait dominé par la droite et l'extrême droite. Alors que durant le

référendum concernant le Traité de Maastricht en 1992, c'était très majoritairement les nationalistes d'extrême droite et les souverainistes qui avaient mené le combat pour le « non », ce ne fut pas le cas cette fois-ci et ce sont manifestement les forces de gauche qui ont animé le débat.

Ce vote a aussi été majoritairement pro-européen, ou plus précisément alter-européen, c'est-à-dire favorable à un autre type de construction européenne. Les électeurs français ont su transformer ce refus du Traité constitutionnel en un message d'avenir à destination de tous les peuples d'Europe. La campagne a amplement montré que, très majoritairement, ce « non » n'est ni xénophobe ni frileux. Il est au contraire un « non » d'espérance dans une autre politique pour la France et pour l'Europe. Ce « non » est enfin l'œuvre d'une mobilisation politique sans égale depuis longtemps : celle du millier de collectifs d'organisations et de structures – partis, courants politiques, associations, syndicats, mouvements citoyens – qui ont participé à ce processus. Partout en France, des débats essentiels, souvent vifs, ont permis de discuter en détail du contenu du Traité constitutionnel

et de porter au grand jour la question centrale : quel type d'Europe voulons-nous construire ? Un formidable et exemplaire débat démocratique a ainsi pu se développer durant des semaines. Dans cette campagne, il s'est produit une véritable insurrection civique. Les citoyens se sont massivement mobilisés et se sont saisis des questions européennes, rendues habituellement extrêmement confuses par le consensus entre libéraux et sociaux-démocrates et terriblement opaques par l'eurocratie européenne. Alors que 92 % des parlementaires étaient favorables au « oui », que la très grande majorité des éditorialistes et des organes de presse ont activement milité pour le « oui », c'est un véritable camouflet que le peuple français a envoyé à ses élites.

Au vu de ces quelques données, les dirigeants français ne peuvent continuer à faire comme si les citoyens ne leur avaient pas délivré un message clair. Ils doivent également signifier la volonté de la France non pas d'un plan B concocté en secret mais d'entreprendre au grand jour, publiquement, des discussions en vue de

la signature d'un nouveau Traité constitutionnel.

Cette mobilisation, ce retour du politique, au sens le plus noble du terme, ne doit pas rester lettre morte. Pour des millions de citoyens, ce 29 mai peut devenir l'occasion unique de refermer la parenthèse libérale ouverte voici plus de 20 ans et dont on peut constater les conséquences sociales négatives. On le voit, la responsabilité de tous ceux qui ont œuvré à cette campagne électorale est grande et il ne faut pas comprendre ce « non » comme un mouvement d'humeur négatif. Pour ce faire, il faut le transformer en une force de proposition pour l'Europe.

Ce vote doit être considéré comme une rupture fondatrice. À condition de promouvoir le débat et les échanges avec des forces politiques dans les autres pays européens, le « non » peut être un « non » fondateur d'une France qui reprend l'initiative. Si les responsables français ont perdu en crédibilité, le peuple français a pour sa part beaucoup gagné sur ce plan. Pour toutes ces raisons, on ne peut nullement considérer ce vote comme l'expression d'un refus de la poursuite du mouvement d'élargissement de l'U.E. ou d'une défiance à l'égard de la Turquie. Nous savons de longue date qu'il existe en France une frange populiste et/ou nationaliste qui a instrumentalisé le dossier turc pour des enjeux de politique intérieure, cela n'est pas digne de responsables politiques dont certains aspirent aux plus hautes fonctions. Nous regrettons cette situation,

qui existe indépendamment de la campagne électorale référendaire, mais elle est un fait. Il est d'ailleurs essentiel de constater qu'il n'y a pas corrélation entre les prises de position sur le référendum – « oui » ou « non » – et la perspective de l'intégration de la Turquie au sein de l'U.E. – pour ou contre – La grande majorité des partisans d'un « non » de gauche qui ont animé le débat politique ne sont pas hostiles à la Turquie. Nombre d'entre eux considèrent au contraire que le processus de négociation aidera la Turquie à se hisser au niveau des standards sociaux européens. En outre, au vu de la dynamique de la campagne référendaire, le résultat est peut être finalement un signe positif pour la Turquie et les autres États candidats : exigence de la transparence démocratique,

exigence d'une Europe sociale... Autant d'éléments qui correspondent aux véritables préoccupations et aspirations des citoyens français et européens, donc turcs, et nous éloignent heureusement des sempiternels et fumeux débats sur l'euroanéité de la Turquie. En ce sens, les résultats du référendum français peuvent aussi être une bonne nouvelle pour les citoyens turcs, mais ils nécessitent que le débat entamé au cours de ces derniers mois se poursuive de façon transparente et collective.

C'est pourquoi les « petites phrases » de dirigeants européens, au premier rang desquels se trouvent des Français, sur la nécessité de reconsidérer les rythmes et les modalités de l'élargissement, sont totalement à contre-courant du sens du vote du 29 mai. Tenter d'aller à l'encontre des enseignements politiques de ce dernier n'est que manœuvre dilatoire pour dispenser l'U.E. de se saisir enfin des véritables enjeux de sa construction. Ces « petites phrases » risquent fort de revenir comme un boomerang à la face de ceux qui les prononcent.

Il est plus que jamais nécessaire de poursuivre et d'approfondir le travail d'explication pédagogique sur les réalités de la Turquie, sur les profonds mouvements de réforme qui y ont cours et sur sa vocation européenne. C'est pourquoi il est impératif que non seulement le processus de négociation commence effectivement le 3 octobre, mais aussi qu'un échéancier précis soit mis en place. On ne peut se contenter de considérer, comme on l'entend cons-

tamment, que les négociations seront longues, voire très longues. Il faut en déterminer les rythmes et les priorités. Il n'est pas acceptable de voir sans cesse resurgir la problématique du « partenariat privilégié » : non seulement

les engagements pris doivent être tenus mais il s'agit maintenant d'ouvrir les dossiers concrets de négociation et de coopération et de fixer un échéancier précis. C'est la tâche de celles et ceux qui veulent construire une Europe unie et riche de ses diversités et qui considèrent que la Turquie est un atout formidable pour parvenir à cet objectif.

*Didier Billion
Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques

La grande majorité des partisans d'un « non » de gauche ne sont pas hostiles à la Turquie.

Il n'est pas acceptable de voir sans cesse resurgir la problématique du « partenariat privilégié ».

Attendez-vous à des surprises !

(Suite de la page 1)

LE REPORTAGE du numéro dernier avec M. Ahmet Misbah Demircan, le maire de Beyoğlu, quartier mondialement connu d'Istanbul, ayant été très apprécié, nous avons décidé de rendre visite au maire d'un autre superbe quartier de la métropole : M. Selami Öztürk, maire de Kadıköy. Nos entretiens avec des maires de Turquie et de France continueront par ailleurs dans nos prochains numéros. Une des nouveautés de ce mois-ci est la place que nous réservons aux acteurs principaux des médias en Turquie... Le journaliste Fatih Altaylı, aimé des uns et détesté par les

autres, nous a parlé des derniers développements dans le monde des médias avec une franchise étonnante.

De tels reportages feront dorénavant partie de notre journal. Pour résumer, nous continuons, en tant que journal francophone et indépendant, à travailler toujours plus pour faire mieux connaître la Turquie à nos lecteurs.

En espérant vous retrouver bientôt avec notre numéro d'octobre plein de surprises, je vous conseille de réserver votre journal dès maintenant en appelant le + 90 216 550 22 50.

Dr. Hüseyin Latif
Enseignant à l'Université de Beykent
Docteur de l'Université Sorbonne
Nouvelle – Paris III

BizimAvrupa

Gazetemizde yayınlanan yazıların Türkçelerini

www.bizimavrupa.com

da okuyabilirsiniz.

FATİH ALTAYLI : l'homme des médias



Il est soit aimé, soit détesté. Il n'y a pas de juste milieu. Mais le point commun est que tout le monde le connaît. Ce qu'il écrit, ce qu'il dit, tout est sujet à polémique, surtout ces derniers temps. Nous avons discuté des raisons de sa démission du journal Hürriyet après 12 ans de services.

LE MONDE des médias est-il plus cruel que nous l'imaginons, si on peut même jouer un tel sale tour à un journaliste et un dirigeant aussi influent et puissant que vous ? Bien faire son travail n'est-il plus un critère ?

Je l'ai souvent dit, je l'ai même écrit dans ma rubrique d'Hürriyet : quand la réussite cesse d'être un critère, une organisation ne peut plus être performante à long terme. Ce n'est pas un problème uniquement turc, c'est pareil dans le monde entier. En fait, les relations humaines, entre deux personnes ou dans un groupe, deviennent parfois plus importantes que la réussite. Voilà la raison de ma démission du Groupe Doğan. Car, finalement, j'y étais un dirigeant performant. Pourquoi je prétends cela ? Depuis le moment où j'ai commencé à travailler pour Kanal D, les taux d'audience de la chaîne ont augmenté et les profits se sont mis à croître. Bref, le travail que nous réalisions là-bas était réussi. Nous faisons fonctionner le journal télévisé le moins cher jamais réalisé par la chaîne, tout en faisant augmenter la part de marché et en améliorant l'image de Kanal D. Quant au journal... que je sois aujourd'hui l'un des journalistes les plus influents de Turquie est un fait accepté par le journal Hürriyet mais aussi par le monde des médias turcs. Être aimé ou non est une chose... mais tous reconnaissent que je suis influent et très lu. Dans ces conditions, aucune raison ne devrait permettre de critiquer mon travail. Et pourtant... À Kanal D, ou plutôt dans le Groupe Doğan, un problème à mon sujet s'est fait sentir. Mes responsabilités, mon travail ont été remis en question. Je suis quelqu'un d'indépendant. Je ne pense pas être un maître des médias. Le vrai patron, c'est le public, les lecteurs, même si celui qui en retire les profits est bien le proprié-

taire de la société, mais de la société de médias. Ce qui veut dire qu'à mon avis, Aydın Doğan n'est pas le propriétaire de ce média. Je n'ai jamais eu de problème avec le public. Ce n'est qu'avec ma direction que des tensions sont apparues. Et je n'en connais même pas l'origine. Je ne pense pas qu'elle soit financière. Je ne pense pas non plus avoir abusé de mes pouvoirs. Car je remplis une fonction où la marge de manœuvre est très étroite. Le problème était donc autre. Je n'ai pas encore bien compris où il se situait. Comme je ne comprenais pas, j'ai décidé de partir. Car je prends d'une manière rationnelle les décisions au sujet de ma carrière. Lorsque des décisions irrationnelles sont prises, je ne peux rien y faire, mais je ne veux pas non plus laisser d'autres personnes décider de mon avenir. Je l'ai dit à Aydın Doğan. Et j'ai tout laissé tomber. Tout le monde parle d'incroyables montants de transferts. Oubliez les millions de dollars dont ils parlent, je n'ai pas reçu un sou ! D'après le journal Vatan, j'aurais reçu 45 ou 50 millions de dollars ! Si seulement... Au contraire, j'ai subi une baisse de mon salaire. Comme les grilles de salaires du journal Sabah sont moindres que celles de Kanal D ou Hürriyet, mes revenus ont été sérieusement revus à la baisse. Mais c'est difficile de l'expliquer en Turquie, surtout aux médias. Je suis journaliste et je souhaite continuer à exercer ce métier d'une manière honorable pendant encore de longues années. Et j'ai senti que tout cela allait m'être retiré là-bas. C'est pour cela que j'ai décidé de faire ce changement. Il est difficile pour eux de comprendre ceci : rester intègre à un prix et je suis obligé de le payer quelles qu'en soient les conséquences.

Comment ont évolué les ventes de Sabah depuis que Fatih Altaylı y travaille ?

Par une hausse d'environ 12 % des ventes. Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est que Sabah ait commencé à se vendre à des endroits où le journal ne se vendait que très peu. C'est vraiment très important. En Anatolie, Sabah n'a jamais eu de problèmes de tirage, mais à Istanbul, dans certains quartiers il était très peu lu. C'est dans ces quartiers que ma collaboration a apporté quelque chose au journal. J'ai fait aussi une enquête : alors que dans ces zones-là, Hürriyet était le journal le

plus lu, aujourd'hui Sabah a pris sa place. Ce n'est pas une théorie, c'est un fait. Je me sens honoré d'avoir pu apporter cela à mon journal, car les journalistes écrivant dans un journal n'influencent en général que très peu les ventes.

Vous avez travaillé dans les trois types de médias principaux : la radio, la télévision et les médias écrits. Les médias ont un pouvoir indéniable dans le monde, et vous en faites partie. Pouvez-vous nous dire les principes qui vous guident dans l'exercice de ce pouvoir ?

Je ne pense pas que des principes fixes et précis puissent durer dans le monde des médias. Il y a évidemment les principes universels du journalisme auxquels il faut toujours adhérer : la véracité d'une information, les Droits de l'homme... En dehors de cela, le facteur le plus important dans ma conception du journalisme est la dimension humaine. Vous ne devez pas publier un article que vous ne désireriez pas que l'on publie à votre sujet. De la même manière que vous ne voudriez pas voir publier les images de votre femme étendue par terre après un accident de la route meurtrier, vous devez avoir le même respect pour les autres. J'ai toujours essayé d'avoir des comportements humains adaptés à la situation du moment. Je vous donne un exemple : l'événement des écoutes téléphoniques. Tout le monde connaît les tensions entre l'homme d'affaire Cem Uzan et moi. C'est moi qui ai fait sortir au grand jour les scandales à son sujet. Peu après, on nous a envoyé les cassettes de ses conversations avec sa famille. Que des conversations familiales, rien au sujet du travail ou d'un scandale pouvant intéresser la Turquie. Lorsque les journalistes qui ont reçu la cassette de la police m'ont demandé s'ils pouvaient la publier, je leur ai ordonné de la détruire immédiatement. Pourquoi cela nous intéresserait-il, ce qu'il dit avec sa femme ? J'ai jeté les cassettes, mais certains journaux se sont empressés de publier les dialogues qu'elles contenaient. Je me tourne vers Sedat Ergin. C'est un très bon ami, un très bon journaliste... mais quand ses conversations téléphoniques ont été publiées, il a intenté un procès contre le ministre des Affaires étrangères, et a crié sur tous les toits à quel point il était mal à l'aise à cause de cette situation. Il a dit exactement : « Vous vous êtes infiltrés dans ma vie privée, vous avez écouté mes conversations téléphoniques, et vous avez tout publié ». Et il a gagné son procès et reçu une indemnité considérable. Mais le même Sedat Ergin a publié les conversations privées d'un artiste. Bon, si cela avait relevé de la sécurité du pays, peut-être aurais-je pu accepter... Moi, je ne peux pas faire une chose pareille, et je ne l'ai jamais fait. J'ai toujours été attentif à ce genre de choses...

Certains vous reprochent-ils de ne pas être toujours impartial ?

Qui peut prétendre l'être ? Il n'y a pas de journaliste impartial, il y a seulement des journalistes qui ne montrent pas de quel côté ils sont. C'est très dangereux. En fait, je ne suis pas impartial mais j'évolue

pourtant dans une certaine impartialité. Je ne regarde pas le sujet d'une information, seulement son objet : ce qui est fait. Qui l'a fait n'est pas important. Si Tayyip Erdoğan ou Deniz Baykal font une erreur, ce sera une erreur identique pour moi. Je ne me préoccupe pas de la position du sujet. D'un autre côté, je suis un supporter de Galatasaray. Critiquer Fenerbahçe en cachant que je soutiens une autre équipe est source de problème, mais si je le révèle d'autres problèmes apparaissent. Je donne une chance aux gens de bien me comprendre en révélant mes intérêts. Prenons un exemple : vous voulez faire une photographie d'un arbre. Le résultat sera différent suivant l'endroit où vous placez votre appareil, de loin ou si près que vous ne verrez que le vert d'une feuille. Moi, je dis où je place mon objectif, comme ça les gens savent d'où j'observe et comment je critique. C'est nécessaire pour qu'ils comprennent correctement les photographies que je leur présente. Sinon, ils se trompent. C'est mon idée personnelle, je ne sais pas ce qu'en pensent les autres.

Le concept de « média du gouvernement » est-il réel ?

Tous les gouvernements essaient de s'entendre avec les médias et de leur faire dire ce qu'ils souhaitent. C'est immuable comme situation. Certains se laissent faire, d'autres non. Je sais, par exemple, que Tayyip Erdoğan est dérangé par certains de mes articles, mais en aime certains autres. C'est mon travail que d'écrire comme je le désire, sans chercher à lui faire plaisir. Je dois lui faire part de mes idées alors qu'il est en fonction au gouvernement. Si je le critiquais à longueur de temps et qu'il voie les vérités et les erreurs de mes jugements, il ne chercherait pas à comprendre car il penserait que j'ai des préjugés. J'essaie de montrer que je n'ai aucun préjugé. Existe-t-il un média du gouvernement... la réponse est « oui ». Certains journaux, pour des raisons financières ou idéologiques, cherchent à se rapprocher du gouvernement. Je dois toutefois avouer que le gouvernement présent est le meilleur que j'ai jamais vu dans ce domaine. Cela vient peut-être de l'affaiblissement de leurs relations mutuelles, mais les médias ont perdu leur réflexe de collaboration avec le gouvernement. Certains journalistes ont essayé de rétablir ces relations en faisant



Qui est Fatih Altaylı ?

Diplômé du Lycée de Galatasaray, il est né à Van en 1962. Après ses débuts au journal Güneş, il exerça le métier de journaliste pendant 12 ans au journal Hürriyet. Il a par ailleurs été vice-président du club sportif de Galatasaray. Il travaille actuellement pour le journal Sabah.

toutes sortes de flatteries. Mais cela n'a pas servi à grand chose ces derniers temps. Par exemple, tout le monde pense que je suis proche du Premier ministre. C'est faux. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, c'était l'année dernière. Depuis, nous ne nous sommes même pas parlé au téléphone. Pourtant, tout le monde continue à penser le contraire. Une telle intimité serait impossible pour moi, et je sais qu'elle le serait aussi pour d'autres journaux.

Que va faire Fatih Altaylı à partir de maintenant ?

Mes plans d'avenir sont nets. Je veux d'abord

écrire tant que je peux pour Sabah. Je ne suis pas quelqu'un qui aime changer constamment de place. Avant cette dernière démission, à chaque fois que j'ai quitté un travail, c'est que le journal avait fermé ou fait faillite. C'est une première pour moi. Je suis passé de Girişim à Güneş à la demande d'Asil Nadir. Le groupe Güneş Asil Nadir a fait faillite, et je suis resté sans emploi. Puis j'ai été engagé par Hürriyet où j'ai travaillé pendant 12 ans. Je pense avoir encore au moins autant d'années devant moi avant la retraite. Je suis journaliste au journal Sabah, je vais présenter un programme, « Teke Tek (un contre un) », sur Atv. Turgay Çiner compte acheter d'autres chaînes, peut-être même Star. Si nous le pouvons, nous l'achèterons. Au moment où paraîtra ce journal, nous l'aurons peut-être déjà fait. Sinon, il y a Kanal 1, que nous comptons transformer en une véritable chaîne. Et j'aurai des responsabilités dans tous ces projets. Toute la Turquie sait que je travaille comme une bête. Et quand vous travaillez, on vous donne du travail. Mais mon objectif principal est le journal...

Le fait de paraître dans des programmes télévisés, d'être au centre de plusieurs polémiques et d'être un supporter de Galatasaray a fait de vous une marque importante. Pour une marque, 150 millions de dollars ne représentent pas tant que cela, donc je ne pense pas que vous échouerez s'ils vous confient Star...

- Non, je ne mettrai pas la chaîne en faillite, au contraire, j'augmenterai ses profits, voilà ce qui est important. C'est en rapport avec ce qu'on attend de la vie. Je n'attends pas de devenir un patron de média. Peut-être aimerais-je avoir un journal à moi, mais je ne cherche pas coûte que coûte à posséder une chaîne de télévision. Je ne suis pas un homme d'affaires. En tant que journaliste, si vous devenez un homme d'affaires, vous vous retrouvez vite forcé de vous créer un nouveau réseau relationnel. Votre identité journalistique disparaît alors. J'ai commencé dans le journalisme à 21 ans, en me disant que puisque je n'avais pas trouvé d'autre travail et que je ne deviendrais jamais riche, autant devenir journaliste. J'ai donc choisi le journalisme. J'aurais pu rentrer dans le textile. Mes amis qui se sont lancés dans le textile à cette époque possèdent aujourd'hui des centaines de millions de dollars. Moi, je ne fais pas ce métier pour être riche, pour être un patron... Je suis journaliste pour avoir de quoi vivre et surtout pour être journaliste ! Aujourd'hui, je gagne de quoi vivre, et même plus. Mais je n'ai aucune envie de devenir patron, car j'aime le métier que je fais et j'en suis heureux.

Si on me demandait qui je préférerais être entre Turgay Çiner, Fatih Altaylı et Aydın Doğan, je répondrais Fatih Altaylı.

Que pensez-vous des relations entre la France et la Turquie ? Il faut tout d'abord préciser quelque chose : la France ressemble beaucoup à la Turquie. En Europe, deux des rares pays qui se dressent bu-

reaucratiquement contre l'économie libérale avec leur structure interne sont la France et la Turquie. La France n'est pas encore passée au vrai libéralisme. Les bureaucrates ont toujours autant de pouvoir là-bas. C'est aussi un

pays qui montre la même sensibilité que la Turquie au sujet de la laïcité. Ces deux pays devraient être ceux qui s'entendent le mieux, car leurs visions des problèmes sont proches. Hélas, la France ne prend jamais en compte la Turquie lorsqu'elle cherche à régler ses problèmes, ce qui crée un manque de franchise dans leurs relations. C'est là que se trouve la source des mouvements français contre la Turquie. En tant qu'élève d'écoles francophones, amoureux de Paris, me sentant particulièrement bien en France et aimant passer mes vacances de printemps en Normandie, et père apprenant le français à ma fille depuis sa deuxième année, je ne considère pas la France comme proche de la Turquie. En effet, elle est réellement le pays d'Europe le plus antiturc, lorsque l'on observe ses positions envers la Turquie, que ce soit d'un point de vue économique ou politique. C'est probablement dû à des dynamiques internes. L'amitié franco-turque n'est pas un facteur aidant dans les élections et les choix politiques. Je suis vraiment curieux de savoir pourquoi. Parce qu'il n'y a pas une population turque en France suffisante pour gêner les Français. C'est peut-être les musulmans du Maghreb vivant en France qui ont créé un tel malaise. En tout cas la Turquie est considérée comme source potentielle de problèmes. Je pourrais le comprendre en Allemagne. Ces derniers temps, les propos de Nicolas Sarkozy par exemple ont été décisifs dans la politique de la France face à la Turquie. D'après ce que j'en sais, la France est pourtant un important investisseur en Turquie, et ce sont eux qui retirent le plus de profits. Partout où vous posez votre regard, vous verrez un investissement français, comme Carrefour par exemple. Je ne comprends donc vraiment pas cette aversion pour la Turquie de la part de la France. Autre point intéressant : Ford, Renault, Toyota et Fiat assemblent des voitures en Turquie. La seule

de ces compagnies qui ne prend pas ses matières premières à Erdemir, c'est Renault. Même cela montre que la France n'apprécie pas la Turquie. Cela a créé chez nous une antipathie envers les Français. Même si la France ne semble pas s'en inquiéter. Ces derniers temps, la France s'intéresse beaucoup à l'Iran. Or, pour avoir une certaine influence en Iran, il lui faut passer par la Turquie. Il fut un temps où ils s'intéressaient aux républiques turques de l'ex-URSS, mais ils ne sont arrivés à rien, car ils ont cherché à le faire sans se préoccuper de la Turquie. Aujourd'hui, la France est plus éloignée des ressources énergétiques de la planète qu'elle ne l'était en 1910. Elle n'a donc vraiment pas besoin de dresser la Turquie contre elle. D'un point de vue français et européen, un partenariat avec la Turquie est stratégiquement encore plus important que pour les Américains. Mais ils se dispersent dans des politiques à court terme. Ils mettent de côté les projets à long terme, ne songeant qu'à remporter les prochaines élections. Ils devraient mettre à profit le fait que la situation a éloigné les États-Unis la Turquie pour tenter de se rapprocher d'elle. C'est inutile d'être effrayé, car la Turquie est en ce moment dans une position politique propice pour l'U.E. mais celle-ci ne le remarque pas.

Je suis d'accord avec vous à ce sujet. La France pourrait faire de très bonnes affaires en Turquie, mais elle ne le voit pas. Comment l'expliquez-vous ?

Je l'ai dit : la France ressemble à la Turquie. Pendant les périodes électorales, les politiques à court terme sont toujours préférées. Finalement, même les politiciens sont des êtres humains : d'une part ils veulent remporter des victoires et, d'autre part, ils sont influençables. Ils peuvent donc commettre des erreurs. De plus, la France souffre aussi de nombreux manques. Par exemple, il n'y a pas de Think-Thank travaillant correctement sur toute la France. Ceux qui existent sont sous contrôle politique. Comme en Turquie : l'État a la mainmise sur tout.

Que pensez-vous de la phrase suivante l'Europe doit d'abord intégrer ses nouveaux membres avant de poursuivre son élargissement ?

Il est impossible d'être d'accord avec cette idée. Même moi j'accepte le fait qu'aujourd'hui, même l'Ukraine est plus proche de la France ou de l'Allemagne que par ses coutumes. Ils sont plus européens que nous. Donc, si l'UE est un regroupement culturel et religieux, ils ont raison. Il faut pen-

ser aux attentes de l'UE. Si elle veut devenir une puissance globale, la situation n'est pas la même que si elle veut rester un groupe social. Si les Européens désirent réunir tous les peuples qui leur ressemblent pour jouer au rami le soir, leur comportement est justifié. Il est sûr qu'ils s'entendront mieux avec les Ukrainiens, les Polonais ou les Hongrois. Ils iront à l'église ensemble le dimanche et, le soir, ils joueront au bridge. Nous ne pouvons nous adapter, parce que nous, nous allons à la mosquée le vendredi. Si l'Europe veut réellement s'élargir et jouer un rôle dans la politique globaliste de nos jours, elle a besoin de la Turquie. Laissez de côté les raisons sociopolitiques ; rien que pour lutter pour les Droits de l'homme ou contre la faim dans le monde, l'Europe a besoin d'avoir la Turquie dans son camp, en tant que pont. Elle peut utiliser la Turquie comme un autre de ses bras. Il y a déjà vingt autres pays comme l'Ukraine en Europe, qu'est-ce qu'elle va bien pouvoir lui apporter de plus ? Alors que la Turquie peut lui apporter beaucoup. Un

Le facteur le plus important dans ma conception du journalisme est la dimension humaine.

nouveau point de vue, une nouvelle vision du monde... Si elle ne voit la Turquie que comme un nouveau marché pour vendre quelques Peugeot à 70 millions de personnes, alors la France a raison de continuer comme elle le fait.

La Turquie arrive-t-elle à bien communiquer ?

Non, pas du tout. J'étais dernièrement avec le grand publicitaire français Jacques Séguéla, comme cela nous arrive de temps en temps. Je lui ai dit : « Nous avons un gros problème de communication avec la France. Nous n'arrivons pas à expliquer aux Français pourquoi leur politique est faussée, comment nous sommes et combien la Turquie peut être un partenaire important. » Il m'a répondu que c'était à la Turquie de faire les premiers pas, qu'il fallait faire de la publicité, faire paraître des annonces dans les journaux, et qu'alors il pourrait amener facilement cinq écrivains français par jour pour leur faire visiter la Turquie. La vision des Français, quand ils en ont une, au sujet de la Turquie se limite à ceci : une région s'appelle la Cappadoce, c'est pas mal, il y a quelques beaux sites par-ci par-là.

Ce n'est pas nouveau. Depuis l'après seconde Guerre Mondiale, la France et la Turquie avancent en parallèle, sans établir de relations.

Le pire, c'est qu'on n'a jamais eu de problèmes avec la France pendant toute notre histoire. Nous n'avons jamais fait la guerre à la France. Même à cette époque, la France nous a priés de nous retirer, et Barbaros Hayrettin est reparti. Cela a demandé un peu de temps, à cause des faibles moyens de communication de l'époque. Sinon, nous n'avons jamais pointé une arme vers la France. Au contraire, pendant le règne de Soliman, on a vu les prémices de bonnes relations. Les premières Capitulations ont été données aux Français, par exemple.

Propos recueillis par Dr. Hüseyin Latif, Mireille Sadège, Bilge Demirkazan



LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS ET LA TURQUIE



Selda Atik*

LE PROBLÈME principal que rencontrent les pays en voie de développement, tels que la Turquie, dans leur objectif de stabilité macroéconomique et de développement

à long terme est celui du financement. Celui-ci est basé sur des ressources autant internes qu'externes, qui sont difficiles aujourd'hui à obtenir, ce qui fait augmenter considérablement l'importance des mouvements de fonds internationaux.

Ce qui intéresse avant tout ces pays en voie de développement, ce sont les investissements étrangers directs, faisant partie des mouvements de fonds à long terme. Mais les difficultés que rencontrent ces pays à proposer la sécurité et la stabilité nécessaires à ce type d'investissements amènent un ralentissement ou une impossibilité des opérations, causant ainsi une augmentation des risques et de l'instabilité potentiels. De plus, la tendance à l'application de politiques économiques libérales dans les mouvements de fonds ou de biens internationaux a causé l'augmentation des mouvements de fonds spéculatifs à court terme. Ces mouvements se sont transformés le plus souvent en la création de portefeuilles à but spéculatif, par l'observation étroite des cours des devises et des différences de taux d'intérêt entre les pays par des spéculateurs, se traduisant souvent par des crédits à court terme accordés par des banques commerciales internationales aux pays cherchant à se libérer de leurs dettes. Plus particulièrement, le processus des années 80 de passage à la convertibilité a permis le développement des « marchés-euro » et aux marchés financiers indépendants des nations, et donc libres de toute restriction, d'atteindre des proportions extraordinaires. La plus importante modification qu'a apporté cette époque est que les cours des devises se sont mis à fluctuer plus en fonction des mouvements de fonds que des changements dans les politiques

économiques et que les mouvements de fonds sont devenus plus liés aux comportements des investisseurs spéculatifs qu'aux demandes d'investissements productifs. Cette libre circulation des fonds s'est encore accélérée pendant les années 90, et les crises financières se sont multipliées après que les obstacles mis aux mouvements de fonds dans les marchés financiers intérieurs ont été levés (la dérégulation) et que les restrictions quant aux opérations financières internationales ont été diminuées.

La raison fondamentale des crises vient de la libre circulation des fonds fluides entre les marchés de devises et les marchés monétaires et de fonds.

De nos jours, les pays en voie de développement sont très vulnérables à l'apparition soudaine de fonds spéculatifs à cause de leur faiblesse en opérations commerciales de grande envergure. De cette manière, l'instabilité causée par les mouvements de fonds internationaux augmente dans les pays financièrement dépendants de l'extérieur et fait grimper le risque de crises.

Bien qu'il y ait eu de nombreuses crises financières depuis les années 80, deux dates cruciales ont influencé un grand nombre de pays et ont causé d'importants troubles dans le système financier international : la crise du Mexique de 1994 et la crise asiatique en 1997. La cause de la crise de grande dimension de novembre 2001 en Turquie est, à la base, identique aux précédentes. Pendant la période en question, 6 milliards de dollars ont été retirés du marché national, perturbant tout le système bancaire et incitant à une remise en cause radicale.

Comme l'a expliqué la fameuse organisation financière « Salomon Brothers », le facteur principal motivant les spéculateurs internationaux est l'instabilité du marché et des cours des devises. Les gains spéculatifs sont à la source de 1,8 trillions de dollars circulant dans le monde en tant que fonds à court terme et empêchant ainsi des investissements à plus long terme. Depuis les années 90, de nombreux pays, dont la

Turquie, ont donné une importance prioritaire aux politiques macroéconomiques permettant de faire diminuer l'instabilité du marché et des cours monétaires.

Après les crises destructrices des années 90, les États préfèrent dorénavant les investissements étrangers directs aux aides internationales ou aux crédits. L'entrée directe de fonds étrangers réduit les limitations du développement économique, comme l'insuffisance de devises ou le déséquilibre économique, en faisant augmenter le niveau de ressources financières disponibles. Cette levée des pressions apporte ainsi une aide importante au développement économique et à l'élargissement des fonds du pays. Le transfert de technologies provenant des pays investisseurs, ainsi que leur qualité dans les secteurs de

la direction et du marketing, augmentent la capacité de production et la productivité du pays d'accueil.

De nos jours, la compétition bat son plein entre les pays cherchant à attirer les investisseurs internationaux et ces pays offrent

souvent des conditions particulièrement séduisantes. Les facteurs exigés pour un investissement international sont classés en trois catégories : la première est représentée par des conditions propices à l'investissement, la deuxième correspond à la présentation active du pays d'accueil et les possibilités de liens rétroactifs sont la troisième catégorie. Comme il a été déclaré dans le Rapport mondial d'investissement de 2002 de l'UNCTAD, les investisseurs internationaux se basent sur 6 facteurs principaux.

- la possibilité d'entrée dans des marchés primordiaux comme l'UE
- des prix compétitifs et une main-d'œuvre qualifiée
- des infrastructures de grande qualité et de larges possibilités logistiques
- des zones industrielles
- la situation propice des entreprises du point de vue du système de production internationale

- une administration efficace.

Comme on peut facilement le remarquer, peu de pays dans le monde proposent de telles conditions, alors qu'il ne manque à la Turquie qu'une administration efficace. Pour cette raison, la Turquie peut faire partie des plus prisés sur la scène de l'investissement international, grâce à ses possibilités de liens rétroactifs, si elle améliore son contexte d'investissement et sa campagne de présentation.

En 2000, pour faire connaître les résultats des travaux d'amélioration des conditions d'investissements commencés sur l'initiative de la Banque mondiale, le FIAS (Foreign Investment Advisory Service) de la Banque mondiale a préparé deux rapports : « l'Analyse du contexte d'investissement en Turquie » et « les Obstacles administratifs en Turquie ». Le 31 janvier 2002, dans le cadre du Programme de réforme et d'amélioration du contexte d'investissement, 14 nouvelles lois ont été votées, dont la loi 4875 au sujet des investissements étrangers directs. Dans la même direction, il a été déclaré dans le rapport de la Direction générale des fonds étrangers du secrétariat d'État au Trésor public qu'entre le 31 janvier 2002 et la fin du mois de décembre 2004, 3095 nouvelles sociétés aux ressources étrangères avaient été fondées, dont 634 aux fonds étrangers et locaux et 2461 aux fonds uniquement étrangers. Dans le même rapport, il était précisé que la valeur des investissements étrangers directs avait atteint 2,568 milliards de dollars pour l'année 2004. Les pays membres de l'UE, avec 1416 sociétés et 542 millions de dollars de fonds, sont en première place dans le classement, et l'Allemagne, ayant investi 410 millions de dollars, se place en tête des investisseurs étrangers. D'un point de vue statistique, on peut dire que les pays de l'UE représentent 81,13 % des investissements de fonds monétaires et que 24,7 % des emplois pourvus par les 500 plus grandes entreprises de Turquie le sont par des entreprises étrangères.

* Selda Atik, Chercheur

à l'Université de Hacettepe,

École supérieure de Sciences Sociales

- EN BREF - EN BREF - EN BREF - EN BREF - EN BREF - EN BREF

CARREFOUR S.A., Le PDG de la firme, Luc de Noirmont, a déclaré que la société comptait ouvrir de nouveaux magasins et doubler son pouvoir d'embauche en 5 ans. Au sujet du possible rachat par Migros de Tansaş, chaîne de grandes surfaces rattachée au Groupe Doğuş, il précise que Carrefour restera dans la compétition du marché turc en ouvrant de nouveaux magasins. Insistant sur le fait que la firme ne pensait pas effectuer d'autres fusions, il a expliqué que l'objectif principal était de doubler le nombre d'emplois offerts jusqu'en 2010 en investissant un budget annuel de 100 millions de dollars.



AKBANK a obtenu des banques internationales un crédit de syndication de 1,250 milliard de dollars. Ce crédit, le plus élevé

jamais obtenu par une banque turque, sera affecté au financement des exportations.



KOÇ Le groupe Koç a racheté au groupe Doğuş 70,77 % des actions de Tansaş. Le rachat de Tansaş permet au groupe Koç, qui avait laissé Gima passer entre les mains de Sabancı Holding, de se retrouver au premier rang du secteur.



FRANCE D'après les dernières données, l'économie française continuerait de stagner. Le développement économique de la France pendant le deuxième quart de l'année serait de 0,1 %, et donc inférieur à celui du premier quart. D'après

les données de l'Agence Internationale de Statistiques, le développement économique français durant les trois premiers mois de 2005 était de 0,4 %. Les économistes insistent sur le fait que l'augmentation du chômage chez les consommateurs français est à la source de cette stagnation.

ÜLKER Les nombreuses fusions dans le secteur financier ont été suivies par celles des organisations financières privées. Le BDDK a autorisé le rachat de Family Finans, auparavant rattaché au Groupe Ülker, par Anadolu Finans, appartenant aux Boydak. Ceux-ci sont ainsi devenus le groupe le plus important du secteur.



TÜPRAŞ Le profit net consolidé des Raffineries de Pétrole de Turquie (TÜPRAŞ) pour les six premiers mois de l'année a été annoncé de 293,3 millions de nouvelles

livres turques. D'après le bilan envoyé par TÜPRAŞ à l'İMKB, et contrôlé par une organisation indépendante, le profit brut de la firme, dont le chiffre d'affaires net a été 6 334 millions de nouvelles livres turques, serait de 382 millions de nouvelles livres turques.



FRANCE TÉLÉCOM

L'opérateur téléphonique Français émet pour 3 milliards d'euros de nouvelles actions afin de financer l'achat de l'opérateur espagnol de téléphonie mobile Amena. L'Etat tombe à 33,1% du capital de France Télécom et perd ainsi sa minorité de blocage. L'action s'inscrit en baisse.



CHYPRE : LA DÉCLARATION DE LA TURQUIE ET LES DÉVELOPPEMENTS QUI L'ONT SUIVIE



Cemalettin Taşkıran*

LA SIGNATURE fin juillet du protocole supplémentaire élargissant l'union douanière, considérée comme le dernier obstacle aux négociations de la Turquie en vue de son adhésion à l'UE, et la déclaration turque au sujet de Chypre, toujours un problème à la fois pour l'Europe et pour la Turquie, ont causé des remous politiques et de nombreux développements dans les relations entre les deux parties, dus aux déclarations mutuelles qui se sont ensuivies. Précisons tout d'abord que la déclaration turque n'avait d'autre objectif que de rappeler clairement, en termes très positifs, ce que tout le monde savait déjà. Son contenu était soigneusement choisi pour empêcher l'apparition d'un nouvel obstacle aux négociations entre l'UE et la Turquie, et pour éviter de donner des arguments aux opposants à l'adhésion de ce pays. En effet, il y était déclaré que la Turquie ne reconnaissait pas la République de Chypre, fondée en 1960, en tant qu'État à part entière, mais seulement en tant qu'autorité responsable de la partie de l'île située au sud de la zone neutre, qu'elle ne représentait pas le peuple turc chypriote vivant au nord de l'île, et elle précisait que la signa-

ture du protocole ne constituait en aucun cas un abandon des droits de la Turquie sur l'île ou une reconnaissance de la République de Chypre dans son état actuel. En Turquie, le peuple et l'opposition attendaient des propos plus radicaux qui auraient annoncé catégoriquement que les ports et aéroports turcs ne seraient jamais ouverts aux ressortissants grecs chypriotes et qu'aucune reconnaissance officielle ne serait jamais obtenue. Le gouvernement, dans une réelle recherche d'équilibre, a traité le sujet d'une manière pouvant contenter à la fois l'opinion publique turque et les pays de l'UE, ouvrant ainsi la voie aux négociations du 3 octobre. Nous ne chercherons pas ici à définir la légalité ni le bien-fondé de cette déclaration, ni s'il aurait été plus judicieux de la faire conjointement au protocole en question. Nous ne traiterons pas non plus de la situation dans laquelle cette signature a placé la République turque de Chypre Nord, reconnue par la Turquie et où les États-Unis et l'Azerbaïdjan ont fait atterrir des avions il n'y a pas si longtemps. Le point que nous cherchons à mettre en évidence est l'effort du gouvernement turc à surmonter d'une manière diplomatique un sujet problématique qui pourrait mettre le pays dans une situation délicate. En fait, ce sont les pays de l'UE qui auraient dû

apporter leur soutien au gouvernement turc dans cet effort.

Pourtant, immédiatement après cette déclaration, des pays comme la France, la Grèce, les Pays-Bas et l'Autriche se sont permis de prétendre que si la Turquie ne reconnaissait pas la partie grecque en tant que République de Chypre, les négociations n'auraient pas lieu le 3 octobre, ce que toute personne sensée de Turquie, et du reste du monde, a considéré comme échappant à toute bienséance et au respect de la parole donnée. En effet, cette attitude revenait à imposer de nouvelles conditions à la Turquie pour son adhésion à l'UE, ce qui allait à l'encontre du sérieux qu'avait montré l'Europe lorsqu'elle avait annoncé au monde entier le début des négociations pour le 3 octobre.

Il est reconnu ouvertement de nos jours, et ce dans de nombreux pays européens, que l'UE a incorporé volontairement un grave problème frontalier que l'ONU elle-même a de grandes difficultés à régler. Mais cette incorporation n'a pas suffi à éliminer le problème. L'hypothèse selon laquelle la Turquie serait prête à tout pour entrer dans l'UE et que la situation serait réglée de la manière souhaitée par les Européens est loin d'être vérifiée et cela risque même de rendre la situation impossible à résoudre. Les négociations menées dans cet état

Qui pourrait dire aujourd'hui que l'île de Chypre est un seul et unique État ?

d'esprit ont conduit l'opinion publique turque à se dresser contre l'UE et, ajoutées au fiasco des votes sur la Constitution européenne, ont bloqué les possibilités d'entente entre les deux parties et ont même ravivé des conflits culturels et sociaux. Pour toutes ces raisons, la mission qui incombe aux pays concernés est de prendre conscience de leurs responsabilités et de leurs promesses, de permettre à un climat d'entente de se mettre en place et d'éviter les conflits potentiels en mettant de côté leurs problèmes politiques internes.

Il n'en reste pas moins que la déclaration turque reste fondée. Qui pourrait dire aujourd'hui que l'île de Chypre est un seul et unique État ? Qui pourrait nier que s'y côtoient deux peuples ne voulant pas vivre ensemble et que, même si certains partisans d'une unification existent, les préjugés historiques et le sang si souvent versé rendent ce rêve impossible ? D'une manière plus claire, qui pourrait dire que la juridiction de l'UE s'applique sur le Nord de Chypre ? Et pourquoi n'est-ce pas le cas ? Les réponses à ces questions pourraient nous permettre de mieux comprendre les problèmes chypriotes actuels.

L'histoire nous démontre que les attitudes agressives ne résolvent pas les problèmes. Seuls un comportement équilibré et un soutien des efforts engagés peuvent apporter une réelle solution.

*Cemalettin Taşkıran, Professeur à l'Université de Kırıkkale

le dernier des ottomans : maşallah...

(Suite de la page 1)

évident qu'il était lui aussi turc. Il écrivait ses poésies ou ses papiers officiels en turc et sa langue maternelle était le turc.

C'est pour ces raisons que la Turquie du XXI^e siècle insiste autant sur sa qualité de turque. Aujourd'hui, tout le monde a tendance à utiliser le nom et l'identité turcs de la même manière. Nous verrons bien jusqu'à quand cela pourra durer. Mais il est vrai que le nationalisme kemaliste est un État turc moderne basé directement sur la culture et rejetant les liens de sang. Encore aujourd'hui, ces points sont très importants. Un citoyen turc réfutant ces idéaux sera rejeté par la république, c'est clair. N'y a-t-il pas des exceptions ? Il y en a, évidemment, et certains ont la possibilité de pratiquer leur religion et leur culture, comme pendant l'Empire.

Les Turcs ont une grande admiration pour l'Europe et l'Occident, admiration qui s'accompagne d'un complexe d'infériorité. Même s'il semble que notre confiance en nous soit plus ou moins revenue, nous n'avons toujours pas effacé ce complexe. Certains en parlent comme du « complexe ottoman ». Qu'en pensez-vous ?

Il est évident que les Turcs sont un élément que les Européens n'aiment pas car ils sont un peuple militaire. Les Turcs ne sont pas, comme les Iraniens ou les Arabes, des musulmans exotiques et pittoresques, aimant la littérature. Cela pose de réels problèmes dans le rapprochement des peuples. Il ne faut pas oublier la guerre de

1914-1918 : la Turquie était une puissance se dressant contre la France et l'Angleterre au Moyen-Orient.

La dimension militaire est toujours effrayante. N'oublions pas que ce qui était le plus effrayant dans l'Union soviétique, ce n'était pas le communisme, mais l'Armée Rouge qui le protégeait ! Et les Turcs, encore aujourd'hui, sont restés militaristes, et malheureusement doivent l'être.

Pourquoi, professeur ?

Que pouvons-nous faire d'autre ? Être un grand-duché comme le Luxembourg ?

Certains le conseillent...

Je ne pense pas qu'ils soient vraiment intelligents. Savent-ils vraiment ce qu'ils préconisent ? La Turquie ressemble-t-elle vraiment au grand-duché de Luxembourg ?

Y a-t-il des moments de notre histoire auxquels nous devons faire face ?

C'est très à la mode, effectivement. Nous avons fait face à notre histoire. Si ce à quoi vous pensez est le problème arménien, loué soit Dieu, une République arménienne a été fondée. Car un groupe de citoyens productifs, ayant leur propre culture mais privés de nation, cela n'est pas acceptable. C'est ce qu'ont vécu les juifs pendant des siècles. Les Arméniens l'ont vécu, et maintenant ils ont leur nation.

Nous pouvons tout à fait nous asseoir avec les Arméniens pour revoir l'histoire. Nos historiens officiels vont s'asseoir avec les leurs et, après un long processus, appa-

raîtront, qui sait, des choses que nous ne savons pas encore. Puis nous préparerons un travail commun pour le présenter à nos enfants à l'école. Toute cette histoire doit être réglée, nous en sommes arrivés à ce niveau. C'est vraiment très important.

La situation ne peut être réglée avec des opposants turcs et des groupes hétéroclites étrangers. Le problème est trop sérieux, et il est évident qu'il est utilisé à d'autres fins.

Pouvez-vous nous dire ce que vous pensez des événements actuels au Moyen-Orient ? Que se passe-t-il ?

L'Empire ottoman s'est effondré en trois jours. D'autres empires peuvent s'effondrer aussi vite. Mais cela devient plus difficile pour la suite. Ni les Turcs ni les Arabes n'étaient prêts à cet effondrement. Même les juifs ne l'étaient pas, bien qu'ils se soient installés de force dans cette région. C'est pour cela que le problème continue encore aujourd'hui. Les problèmes actuels résultent de cet effondrement. Je suis toutefois persuadé que la solution ne se fera pas trop attendre.

Pourquoi traite-t-on les Turcs de barbares ?

Il faut poser la question à ceux qui le disent. Nous aussi, nous traitons certains peuples de barbares. C'est un problème relatif aux mentalités.

Nous sommes une société peu intéressée par l'histoire, et dont la conscience historique n'est pas développée. Qui est responsable de cette situation ?

Les parents. Nous avons aujourd'hui une génération bien éduquée, mais rien n'a



changé. Chez nous, une bonne éducation et de l'argent servent à faire de meilleurs barbecues !

Tout le monde s'est félicité de vous voir à la tête du Palais de Topkapı. Pourrez-vous régler les problèmes tout seul : les problèmes financiers, les obstacles bureaucratiques, etc ?

Je suis en fonctions officiellement depuis le 15 juillet. J'aime beaucoup tous mes collègues d'ici, mais leur nombre est trop restreint. Tout est restreint ici. Parfois, je crois réellement que je vais régler certains des problèmes, mais d'autres fois, je désespère. Aujourd'hui, c'est un de mes jours de désespoir. C'est pourquoi je ne vais pas épiloguer à ce sujet.

*İlber Ortaylı, Professeur à l'Université de Galatasaray
Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

Rencontre avec

Nuray Mert, journaliste politique

LE MONDE est en effervescence après les attentats du 11 septembre et l'opération américaine en Irak qui a suivi. D'après vous, quel est réellement le projet des États-Unis au Moyen-Orient ?

Il est impossible de comprendre la situation actuelle au Moyen-Orient sans prendre en compte le processus qui a amené le 11 septembre. L'orientation unipolaire du monde, bien qu'elle fût et soit encore assez souvent discutée, n'est pas un facteur sur lequel nous avons assez insisté : c'est-à-dire que nous ne nous sommes pas assez demandé comment allait évoluer la lutte pour le pouvoir dans le monde après la chute de l'Union soviétique. Les États-Unis ont aujourd'hui plusieurs longueurs d'avance dans la course à l'hégémonie mondiale, et le Moyen-Orient est une des étapes de cette course.

Le pétrole n'est pas la seule raison qui fait de cette région un point important dans une potentielle hégémonie globale : c'est aussi une région particulièrement stratégique. De plus, c'est le centre même d'une culture se dressant plus ou moins contre le capitalisme : le monde islamique. Il est vrai que les pays de cette région n'ont jamais réellement trouvé une raison valable de lutter contre le capitalisme et ne lui ont jamais non plus proposé de solution de remplacement, ils n'en ont peut-être même jamais eu l'intention. Mais les peuples de cette région représentent tout de même un obstacle au capitalisme global. Ils résistent à ses attaques culturelles. Ajoutez à cela que le foyer essentiel de réaction face

au capitalisme a glissé de l'URSS au Moyen-Orient après la perte de pouvoir qu'a subie le socialisme, et le tableau actuel vous paraîtra plus clair. Les États-Unis essaient de rayer cette résistance d'un coup. Avec une invasion militaire une mainmise sur les ressources d'un pays, ils envoient un message à ceux refusant de s'ouvrir

aux marchés extérieurs, et même les menacent, soi-disant au nom de la démocratie. Ils cherchent à établir un nouvel équilibre valeurs/culture en problématisant l'Islam et en le liant au terrorisme. Voilà le cadre et les acteurs du projet.

Comment la Turquie a-t-elle pu se retrouver dans cette situation où elle est le sujet d'importantes polémiques ?

La Turquie a une grande importance dans le projet en question. Tout d'abord, il y a sa position stratégique que nous connaissons tous. De plus, la Turquie est un pays qui s'est éloigné d'une certaine manière du Moyen-Orient, et ce à une époque pas si lointaine. Le monde arabe est suspicieux envers la Turquie, ce qui y réduit son influence. D'un autre côté, notre pays est fondamental pour le Moyen-Orient, les pays arabes s'intéressant de très près aux développements y intervenant. Même si cette situation est évidemment liée au passé



Nuray Mert*

ottoman du pays, les événements plus récents ont aussi leur importance. La Turquie est le seul pays de cette région à n'avoir jamais été occupé, qui a toujours gardé sa souveraineté nationale et qui représente un bon exemple de démocratie. Pour toutes ces raisons, elle est respectée. Si la Turquie décide d'être aux côtés des États-Unis dans leur

projet au Moyen-Orient, son apport sera non négligeable. Tout le monde en est conscient et c'est pour cette raison que les États-Unis exercent une telle pression financière et culturelle sur ce pays.

Quelles sont vos prévisions quant à la Turquie et son adhésion à l'U.E. ? Quelle sera la décision de l'Europe le 3 octobre ?

C'est un sujet sur lequel faire des prévisions est particulièrement difficile. Il est apparent de nos jours que l'Europe, le Royaume-Uni en tête, se laisse emporter dans la direction souhaitée par les États-Unis. Cela devrait être positif pour la Turquie, mais ce n'est malheureusement pas si facile. En effet, que la Turquie, à court et même à moyen terme, devienne un membre de l'Union à part entière n'est pas encore concevable. Pour cette raison, il est très difficile de prévoir le déroulement du processus qui va se mettre en place.

*Journaliste à Radikal

Kadıköy : un quartier où il fait beau vivre

(Suite de la page 1)

précisé aux Allemands : on ne voit pas un tel tableau même en Anatolie. Ce sont les Allemands qui sont responsables de cette situation car, il y a 40 ou 60 ans, ils n'ont pas cherché à intégrer socialement les immigrés turcs. Donc, finalement, les touristes visitant Kadıköy voient réellement une autre image de la Turquie, ce qui leur permet de revoir leurs préjugés.

Vous êtes connu comme un maire proche de ses citoyens et aidant toutes les organisations culturelles. Quels sont pour vous les sujets les plus importants à traiter ?

Depuis 1994, nous avons apporté une nouvelle dimension aux techniques de direction. Entretien des chaussées, les cana-



Qui est Selami Öztürk ?

Né en 1949 à Muş, il a étudié d'abord au Lycée de Haydarpaşa puis à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul. Marié et père de deux enfants, Öztürk est élu en 2004 maire de Kadıköy pour la troisième fois, participant aux élections en tant que représentant du CHP.

lisations ou les cours d'eau, c'est tout à fait naturel, cela fait partie des services routiniers que doit assumer une mairie. Hélas, cela ne suffit pas pour faire vivre les gens et la ville. S'il n'y a pas de culture, d'art et de sport dans une ville, celle-ci peut d'ores et déjà être considérée comme à moitié morte. C'est pour cela que Kadıköy est un « lieu de vie ».

En tant que maire social-démocrate, quelles sont les difficultés dues au fait que le maire d'Istanbul ne soit pas du même parti que vous ?

Je suis à la fois le maire le plus chanceux et le plus malchanceux de Turquie ! Je suis chanceux parce que je suis le maire d'un quartier au niveau culturel très élevé. Nos relations avec les citoyens sont au beau fixe et leur soutien est très important pour moi. Mais, d'un autre côté, depuis 1994, il n'y a pas eu un seul maire d'Istanbul du même parti que le mien. C'est un désavantage non négligeable. Les voies principales ne sont pas de votre responsabilité, vous n'avez aucun soutien, et beaucoup des services culturels et artistiques sont sous la direction de la métropole. Tout cela constitue un réel handicap.

Mais notre mairie locale est puissante et ne fait pas ressentir à ses habitants le manque qui pourrait en naître. Nous construisons nous-mêmes nos centres sportifs et culturels. En octobre, sera inauguré par le président du CHP (Parti Populaire Républicain) le plus grand centre culturel de la partie anatolienne d'Istanbul. On y trouvera des rayons de livres, huit cinémas, une salle de théâtre de 700 places. Ce sera un lieu

où nous pourrions jouer de grandes pièces mondialement connues et donner des concerts d'orchestres symphoniques.

Nous réalisons les projets que la mairie d'Istanbul n'a pas daigné entreprendre. Par exemple, ce sont eux qui devaient aménager les plages, mais c'est nous qui devons les gérer. Elles sont ouvertes depuis le mois de juin de cette année, et des milliers de personnes en profitent.

Mais on dit que les plages de Caddebostan ont plus gêné qu'autre chose les habitants du quartier...

Il fallait tout de même qu'elles soient créées. La réalité de la Turquie est dans ce programme. Ce style de vie aussi existe en Turquie. Ces plages sont en fait la représentation de l'inégalité sociale et économique en Turquie. Mais nous allons réguler la situation. Tout le monde a le droit de profiter de l'endroit, mais tout en respectant certaines règles

La mentalité de petite ville des grandes métropoles européennes ne contraste-t-elle pas avec la philosophie urbaine turque ?

Une des pierres de voûte de la démocratie est les directions, et surtout les directions locales. Dans une localité, plus la population est minime, plus grande sera la participation des citoyens. Une bonne localité devrait héberger au moins 300 000 habitants. C'est le problème en Turquie. Les limites métropolitaines sont élargies, mais les pouvoirs ne sont pas distribués aux directions de quartiers. Je dirais même

Vous avez déclaré « qu'un partenariat privilégié est un choix plus judicieux. » Pourquoi ? Quelle doit être l'attitude de la Turquie ?

Tout d'abord, je tiens à dire que la raison pour laquelle j'ai parlé d'un « partenariat privilégié » n'est pas que je voie l'adhésion à part entière de la Turquie comme impossible. Donc, je ne suis pas partisane du partenariat privilégié avec comme pensée que ce serait « mieux que rien » !

Je ne suis pas pour l'adhésion complète de la Turquie, et j'ai de nombreuses raisons. Tout d'abord, le « projet U.E. », d'un point de vue social, ne me paraît pas évoluer dans la bonne direction ; au contraire, il semble même renforcer le modèle d'économie libérale. D'où le peu de profit qu'en retirerait la Turquie. Encore pire, cela risque de mettre la Turquie face aux résultats et aux politiques économiques de pays aux situations totalement différentes.

Ensuite, l'idée de donner un pouvoir politique et la responsabilité de prendre des décisions au sujet du peuple Turc à Bruxelles m'apparaît comme une faille dans la démocratie, et je suis catégoriquement contre cette idée.

Enfin, la Turquie, même si elle semble proche de l'Europe culturellement, en reste néanmoins différente. C'est un pays très occidental et moderne, mais aussi musulman. Négliger ou exagérer ce fait serait à même de créer des tensions et d'influencer négativement le processus de démocratisation. Un partenariat privilégié semble donc être la solution la mieux adaptée à la situation particulière de la Turquie, celle qui poserait le moins de difficultés des deux côtés.

qu'au contraire, certaines des fonctions de ces dernières sont passées sous la coupe des métropoles. Les maires des quartiers ne sont maintenant plus que des directeurs de succursales. À cause de cela, le concept de localité disparaît peu à peu. Alors qu'en Europe les pouvoirs sont donnés à chaque localité, même les plus petites, éloignées, en Turquie tout est centralisé. C'est un développement contraire à l'idée de service et de démocratie.

Kadıköy est un quartier difficile du point de vue de la sécurité et des services. Par exemple, de nombreuses plaintes s'élèvent à propos de l'éclairage des rues, considéré comme insuffisant.

Quant à la sécurité et l'éclairage... En Europe, le maire est comme propriétaire de sa ville. Aux États-Unis aussi. La police, les pompiers, l'électricité, l'eau, tout est sous sa juridiction. Mais pas ici. Le fait que les lampadaires fonctionnent ou non est lié à AYTAŞ (compagnie d'électricité). Nous ne pouvons que les appeler et les prévenir, comme tout citoyen moyen. Nous ne sommes pas propriétaires de la ville. La sécurité est reliée à un autre centre de police, la circulation à la direction du trafic de la métropole. Il y a en tout 36 agents de la circulation à Kadıköy. Divisez le nombre en trois périodes et il vous en reste 12. La population totale du quartier : un million d'habitants, et 12 agents. Que peuvent-ils faire ?

*Selami Öztürk, Avocat et Maire de Kadıköy
Bilge Demirkazan, journaliste

La marque de Trabzon en Turquie

L'homme des jours difficiles : Şenol Güneş



Şenol Güneş

Nous avons rencontré l'entraîneur mondialement connu de l'équipe de football de Trabzon, une ville d'histoire, de la nature et du sport.

VOUS ÉTIEZ constamment critiqué lorsque vous étiez à la tête de l'équipe nationale. La place de troisième équipe mondiale que la Turquie a remportée était-elle, comme certains le disent, un heureux hasard ?

Les personnes disant qu'une place de troisième mondial tient du hasard se manquent de respect à elles-mêmes. Les accusateurs ont toujours existé. Quand vous perdez un match, ils s'empressent de dire que « ça ne va pas marcher avec lui. » Ce type de pensée est un signe de retard intellectuel. Même les périodes les plus difficiles du football turc ont joué un rôle pour permettre d'atteindre le niveau actuel. C'est un processus. Et dans ce processus, tout le monde a une place plus ou moins importante à tenir. Nous avons démontré pendant la Coupe du monde que les citoyens de notre pays peuvent réussir si on leur donne le temps et les moyens nécessaires. Quand je suis devenu entraîneur de la sélection nationale, beaucoup pensaient que cette équipe n'avait plus rien à donner. Quand nous avons réussi, ils ont prétexté que l'équipe réussissait déjà avant. Nous ne pouvons pas perdre notre temps avec ce genre de slogans. La Turquie ne peut se le permettre. Le football turc n'est pas fini, et ne finira pas. La France a remporté la Coupe du monde, puis le championnat d'Europe, mais s'est fait éliminer au Mondial suivant dès le premier tour. Le football français a-t-il régressé pour autant ? Non. Mais ici, on essaie de détruire ce qui fonctionne. Il y a dans ce pays beaucoup

de gens intelligents, posés, travailleurs et productifs. Mais ils ne sortent pas à la lumière. Car ils ne sont pas assez courageux. Il faudrait que quelqu'un leur ouvre la voie. Nous trouverons bien une solution un jour ou l'autre.

Les entraîneurs en Turquie, et spécialement la nouvelle génération, semblent-ils tout faire pour briller le plus vite possible, ou bien quelqu'un les pousse-t-il à le faire ?

Les changements technologiques permettent aux nouveaux entraîneurs de briller plus rapidement. Dans le passé, on les empêchait d'avancer. Notre vie était rude. Je ne suis pas arrivé à ce niveau grâce aux études, mais en apprenant sur le tas. La nouvelle génération est bien plus chanceuse. Ils ont un avantage technologique et ils peuvent connaître le monde entier. Si vous avez quelques connaissances, que vous jouez au football et que vous aimez ce métier, vous pouvez réussir. C'est pareil en Europe. Quand Klinsman devient l'entraîneur de la sélection nationale d'Allemagne, personne ne dit quoi que ce soit. En revanche, quand Şenol Güneş a la même fonction en Turquie, on dit qu'il n'a pas de charisme. J'ai toujours été un entraîneur dans mon esprit, et j'ai des performances européennes qui me soutiennent. Mais Klinsman, tout nouvel entraîneur dans l'arène européenne, peut devenir entraîneur de l'Allemagne. Les Turcs sont intelligents et ont du talent, mais il faut tout de même leur donner une opportunité. Voilà l'avantage de la nouvelle génération. Mais il existe des personnes qui s'élèvent rapidement sous une sorte de protection, et beaucoup jouent de cela. Je serais mal à l'aise si on me plaçait là où je ne le mérite pas. Si je n'y arrivais pas, je m'en irais,

de toute façon. Il n'existe que très peu de personnes comme cela en Turquie. Il y en a qui réussissent vraiment, mais d'autres aussi qui choisissent l'autre chemin. Plus d'éducation et de travail développera le football national, mais il faut aussi donner de l'importance à l'infrastructure.

À combien devrait être limité le nombre de joueurs étrangers dans les équipes ?

J'ai toujours préconisé le nombre de trois. L'Europe nous a enfermés à ce sujet. Elle ne veut pas de nous. Si nous rentrons dans l'U.E., les limitations doivent évidemment être levées. Dans les conditions actuelles, soit les mouvements de joueurs entre l'Europe et la Turquie sont libres, soit la limitation tombe à trois. Le milieu est dangereux. Avec trois joueurs étrangers, le nombre de joueurs turcs augmente. Avec six, il y a des problèmes. Ils prétendent que c'est pour pouvoir être compétitifs face à certaines équipes. Alors laissez le nombre libre ! Six ou autant qu'on le souhaite, qu'est-ce que ça change ? Les prix des joueurs turcs chuteraient alors. Mais à mon avis, le choix à faire actuellement, c'est de baisser ce nombre à trois, voire zéro. À cause d'objectifs à court terme, de nombreuses erreurs ont été commises. Tous les grands clubs le font. Et le peuple fait pression : « Eux ils ont acheté untel, pourquoi pas nous ? »

Avez-vous demandé une symbiose des systèmes avec les équipes plus jeunes lorsque vous dirigiez l'équipe nationale ? C'est, à ce qu'on dit, un des plus grands chaos du football turc actuellement...

Il faut préparer les joueurs dès leur plus jeune âge à jouer dans tous les systèmes. Il leur faut un système précis. Il faut aussi définir un système pour l'équipe nationale. Tout footballeur doit savoir attaquer et défendre. Certains joueurs étrangers viennent ici, les supporters les aiment beaucoup, mais les autres joueurs de l'équipe se tuent à la tâche pour compenser leur insuffisance défensive...

En Europe, tous les clubs recherchent un bon gardien, pourquoi aucun ne vient-il de Turquie ?

Tout le monde court après l'argent. Si tu marques des buts, tu deviendras riche. Être gardien du but n'est pas facile. Tu es seul. C'est très dur ! Tu es l'homme seul, le dernier bastion. Tu essaies de diriger ton équipe, mais tout le monde fait le contraire. Tu portes le numéro un, l'unité. Même ton maillot est différent. C'est toi qui subiras les conséquences des erreurs des autres.

Tu as une vision de la vie différente.

Il y a longtemps, on disait que quelqu'un d'intelligent ne voudrait jamais être gardien car, pour être footballeur, il faut d'abord savoir courir et le gardien reste immobile. On disait que c'était le naïf de l'équipe. Ces temps sont révolus. Si tu n'es pas intelligent, talentueux et supérieur à tes coéquipiers, tu auras du mal à te maintenir. Quand on va aux entraînements des équipes de jeunes, on voit que peu de personnes choisissent ce poste. Il appartient aux entraîneurs de les faire travailler, de les faire devenir des gardiens de but.

Il y a quelques bons gardiens en Turquie, mais nous aussi en avons choisi un à l'étranger. Même si j'en suis content, nous avons fait une erreur en choisissant un gardien étranger. Avoir un gardien de but excellent constitue un obstacle pour son remplaçant. Car, sous la pression psychologique, il peut lui aussi s'effondrer.

Un match de perdu et tout peut s'écrouler. Mais pas aux autres positions. Si un joueur joue bien vous le laissez, sinon vous le faites passer sur l'autre aile, vous faites quelque chose. Hélas, on a un seul gardien de but. S'il ne joue pas pendant deux matchs, c'est fini. Tu travailles pendant 8 ou 10 ans, et tout se termine en deux matchs. Nous avons en ce moment un bon gardien de but dans notre équipe de jeunes. Je pense qu'il marquera son époque et l'avenir du football turc.

Aujourd'hui, quelle est l'école qui conviendrait le mieux aux footballeurs turcs ?

Nos footballeurs aiment le football, sont volontaires, ont de bonnes capacités techniques, mais posent problème quant à la discipline de jeu. Si nous pouvions régler cela, nous nous rapprocherions du Brésil. Déjà, pendant le Mondial, on nous appelait les « Brésiliens d'Europe ». Nous étions une équipe qui maîtrisait bien la balle, qui avait un bon jeu de passes et surtout qui jouait un football créatif. Car nos joueurs prennent plaisir à jouer ! Comme Brésiliens. En Europe, les footballeurs jouent parce que c'est leur métier. Nous devons enlever les pressions qui s'abattent sur nos joueurs. Les supporters viennent avec enthousiasme, mais ne se rendent pas compte de la pression qu'ils exercent. Et le footballeur est sur le terrain avec cette pression, alors qu'il devrait se faire plaisir. Quels que soient votre salaire et votre métier, si vous aimez ce que vous faites, la créativité et la productivité sont de mise.

**Şenol Güneş, ancien entraîneur de l'équipe nationale et Directeur technique actuel de Trabzonspor*



Trabzon (Trébizonde)

Une des 81 provinces de la République de Turquie, Trabzon est situé dans la région de la mer Noire et a une superficie de 4 685 km², représentant ainsi 0,6 % des terres du pays. À l'Est se trouve la province de Rize,

à l'Ouest celle de Giresun et au Sud les provinces de Bayburt et de Gümüşhane, le Nord étant occupé par la mer Noire. 77 % de sa superficie sont composés de montagnes, les 23 % restants étant des plateaux. L'histoire connue de nos jours de Trabzon remonte à 4000 ans, cette ville ayant attiré

l'attention du monde entier à toutes les époques. Il est possible d'y rencontrer, que ce soit dans la ville même ou aux alentours, de très nombreux monuments historiques. On peut citer comme exemples le château de Trébizonde, la Ceinture d'Eau, Sainte-Sophie, le monastère de Kuştu et l'église

de Santa Maria. Trabzon est une province à visiter absolument, pour profiter de sa nature verdoyante, des habitants accueillants et des plats régionaux tous meilleurs les uns que les autres.

Propos recueillis par MS, KB, HL, BD.

LE MUSÉE SAKIP SABANCI



*Nazan Ölçer

*Filiz Çağman

Nous avons rencontré la Directrice générale du Musée Sakıp Sabancı, Mme Nazan Ölçer, et sa Conseillère principale, Mme Filiz Çağman, qui est aussi l'ancienne directrice du Palais de Topkapı.

OUVERT AU public en juin 2002, le Musée Sakıp Sabancı est constitué de « Atlı Köşk » (manoir) sur la rive européenne d'Istanbul, ancienne résidence de Sakıp Sabancı, un des plus importants hommes d'affaires de Turquie, et de la galerie qui lui a été ajoutée, contenant des installations ultramodernes. Avec ses 3500 m², le musée est apte à accueillir toutes sortes d'expositions, dont, prochainement, une consacrée aux œuvres de Picasso.

Aujourd'hui, ce sont des œuvres écrites très précieuses et une riche collection de tableaux des XIX^e et XX^e siècles qui sont exposées au musée. De plus, le musée reçoit des expositions aussi bien turques qu'étrangères.

Trois salles du rez-de-chaussée de « Atlı Köşk » sont conservées dans l'état dans lequel elles se trouvaient lorsque la famille Sabancı y habitait, avec leur mobilier et des œuvres d'art des XVIII^e et XIX^e siècles. La collection d'œuvres d'art décoratives comme des meubles, des objets en porcelaine ou encore de petites statuette a commencé à voir le jour en 1940, à l'initiative de Hacı Ömer Sabancı, et elle

a été enrichie avec attention et tendresse par Sakıp Sabancı depuis 1970. Vous y trouverez entre autres des vases de la Famille Noire et de la Famille Verte de Chine, datant des XVIII^e et XIX^e siècles, des vases polychromes et des assiettes décoratives.

Comme le musée est rattaché à l'Université de Sabancı, ses locaux sont souvent utilisés pour l'organisation de conférences ou de séminaires.

Mme Nazan nous précise : « Nous voulons que le musée devienne un centre d'activités en attirant toutes les classes sociales. Une partie du musée est aujourd'hui réservée à l'éducation, à la fois des adultes et des enfants. Pour cela, nous proposons un programme pédagogique à nos professeurs. Il nous faut d'abord former nos enseignants pour qu'ils puissent se présenter devant leurs élèves conscients de leur tâche. »

Filiz Çağman touche à la raison d'être du musée : « L'objectif d'un musée, quel qu'il soit, musée universitaire ou public, est l'éducation. Les expositions temporaires sont des efforts pour informer le peuple sur des sujets très différents. Nous voulons réussir cette mission en Turquie. »

Lorsque nous leur demandons ce qu'elles

pensent de l'intérêt que portent les Turcs à l'art, nous avons deux visions différentes. Madame Filiz précise : « Le peuple turc a un côté étrange. Nos expositions attirent des personnes différentes. Mais, si l'on veut généraliser, la raison pour laquelle les gens viennent ici peut être formulée de cette manière : ils viennent pour voir la maison de Sakıp Sabancı. Il représente quelqu'un qu'ils aiment. La section la plus visitée du musée est la chambre de Monsieur Sakıp. Ils veulent quelque chose qu'ils reconnaîtront. L'inconnu fait peur, c'est bien connu. Pour faire augmenter l'intérêt pour l'art, il faut donc informer le peuple sans l'effrayer. »

La vision de la situation par Mme Nazan est différente : « On ne peut pas dire que les Turcs soient particulièrement sensibles à l'art. Les visites de musées en Turquie, en dehors du Palais de Topkapı, sont en nombre très peu élevé. Ce sont toujours les étrangers qui les visitent. Par exemple, le Musée d'archéologie possède une collection réputée dans le monde mais très peu de Turcs le visitent, bien qu'il soit juste à côté du Palais de Topkapı. C'est un pro-

blème d'éducation, mais il faut aussi que les musées se rendent plus accessibles.

Les mêmes difficultés se posent aussi à l'étranger où l'on essaye de surmonter le problème avec des programmes éducatifs, des films, des projets attirants. Ce type de programme d'éducation aurait dû commencer en Turquie il y a longtemps. Désormais, tout le monde a un rôle à jouer : le peuple, les enseignants, et nous, les employés des musées. La sensibilité à l'art ne pourra s'installer que de cette manière. »

Au sujet de l'exposition Picasso qui sera présentée en novembre, Mme

Nazan nous confirme que c'est le début d'une série de grandes expositions : « C'était le rêve de Sakıp Sabancı. Il disait toujours qu'il voulait créer un musée qui pourrait même accueillir une exposition de Picasso. Il savait que cela serait difficile, c'est bien pour cela qu'il se l'était mis en tête. C'était un challenge. Il voulait placer la barre très haut. Ce sera un véritable test pour nous. »

*Le Musée Sakıp Sabancı, Emirgan
Tél. + 90 212 277 22 00*



AKBANK

Le premier concert de la saison pour le Centre artistique d'Akbank sera celui de la chanteuse Stacey Kent, aux accents pop/jazz mondialement connus. Les amateurs de musique pourront y assister à 20 heures le 18 septembre 2005 au Centre artistique d'Akbank.

(Stacey Kent est née et a toujours vécu à New York, où elle a obtenu un mastère en littérature comparée. La rencontre fortuite de musiciens lors d'un voyage en Angleterre en 1991 lui a permis de publier en tant que chanteuse de jazz 6 albums qui se sont tous vendus à de nombreux exemplaires. Son premier album « Close your Eyes » est paru en 1996. Les critiques furent extrêmement positives et Kent est rapidement devenue l'une des artistes les plus populaires en Angleterre.)

Le centre d'Art et de Culture d'Akbank accueille entre le 15 septembre et le 22 octobre 2005 l'exposition « Tekinsiz / Unheimlich (maudit) ». Les œuvres de İnci Eviner, Serkan Özkaya, Şener Özmen, Cengiz Telin et Seza Paker seront exposées sous la direction du curateur Ali Akay.

BABYLON

La nouvelle saison s'ouvre à Babylon, lieu de prédilection

de toutes les voix du monde, avec la Babylon Juke Box Party le 27 septembre.

Le premier concert à Babylon sera celui du kaléidoscope musical mexicain Los de Abajo.

Los de Abajo vous émerveilleront avec leur spectacle au rythme soutenu les nuits des 29 et 30 septembre.



EXPOSITION

L'exposition « Yüz Yüze (Face-à-face) » de Tan Oral débutera le jeudi 22 septembre 2005 à 19 heures au

Centre d'Art Schneidertempel.* Tous les visages, connus ou non, qui sont passés par le crayon de Tan Oral pour telle ou telle raison y seront enfin rassemblés.

*Felek sok. 1 Karaköy-Galata
www.schneidertempel.com



Bariş Saribaş : un peintre talentueux et enthousiaste

Le jeune peintre Bariş Saribaş a accepté de partager avec nous son enthousiasme, sa sensibilité d'artiste et ses idées.

COMMENT QUALIFIERIEZ-VOUS ce que vous faites et ce que vous êtes ?

Avant tout, je me considère comme un peintre mais aussi et surtout comme un artiste. Cela requiert un état d'esprit différent, que ce soit en tant qu'amateur ou que professionnel. Tout le monde peut devenir peintre. Peindre, c'est créer une image. Mais l'art demande à l'artiste une conscience, une vision du monde supérieures. Je suis donc un jeune peintre qui s'est mis en tête de devenir un artiste. Si tout le monde possède un certain talent en peinture, et que le don d'aimer est universel, l'important est de développer ce don d'aimer, de tomber amoureux, de faire des efforts dans ce but et d'arriver à être heureux grâce à ce don.

La discipline, le talent, l'éducation... lequel de ces facteurs est le plus important pour un artiste ?

La discipline vient avant tout de la famille. Et il faut aussi voir la discipline propre à notre caractère, et comment la discipliner à son tour. Comme on le dit : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. »

Que l'on soit un homme puissant ou une très belle femme, ce qui importe, ce sont les personnes pour qui l'on utilise ses talents et le contexte où cela a lieu ; avec qui vous décidez d'être et qui vous refusez... Tout est lié aux conditions où vous vous trouvez et tout est relatif. On ne peut décrire quoi que

ce soit d'une manière certaine. Du reste, je ne pense pas qu'on le doive.

Quelle est l'importance de la liberté dans l'art ?

Einstein, avant chacune de ses découvertes, s'enfermait dans une pièce et s'infligeait une énorme pression en s'isolant de monde. C'était l'une de ses méthodes de production. Un artiste, lui, ne doit pas être ainsi renfermé sur lui-même.

Il est nécessaire de s'inspirer de différentes disciplines pour le développement du sentiment créatif, de la créativité.

Pour résumer, la discipline, le talent, l'éducation, la liberté ne peuvent être formulés, ils sont trop personnels. Les expériences de chacun ne sont jamais complètes. Tout est lié aux coïncidences.

La créativité, c'est à la fois plus qu'intellectuel et pourtant diablement intelligent.

Que pensez-vous de l'éducation artistique en Turquie ?

Un champ a besoin d'eau. S'il n'est pas arrosé, il restera toujours improductif. Les humains sont pareils. Si vous ne donnez pas aux hommes de l'amour, de l'énergie, du confort, de l'effort, du travail, de la nourriture, des conditions de vie acceptables, bref de quoi contenter leur âme, ils vont se dessécher et devenir stériles. L'éducation artistique a justement un rôle important à jouer dans cet objectif. Les établissements concernés doivent permettre la création d'un contexte développant et nourrissant l'âme humaine.

Le font-ils ?

Certains oui, d'autres non. Car un établissement est constitué d'êtres humains, pas de machines. Donc les conditions de travail de ces personnes aussi doivent être appropriées. En fait, tout est lié à ce qui le précède.

Être un artiste en Turquie...

L'Europe a manifesté sa réaction face au Moyen Âge avec la Révolution française. La Turquie n'a

pas vécu une telle révolution, justement parce qu'elle n'a pas eu de Moyen Âge. C'est pour cela qu'elle ne s'est jamais modernisée ou industrialisée. Car assembler des pièces détachées, ce n'est pas de l'industrie !

La Turquie ne peut pas non plus être post-moderne, car le postmodernisme est un concept américain, ni turc ni européen.

Vous venez de dire que la Turquie ne s'était pas modernisée. Cela entraîne-t-il un contexte difficile pour l'art ?

Il faut voir la situation d'une manière dialectique. Oui, c'est un contexte difficile, mais toute difficulté apporte son lot de richesses. Dans un pays où il existe de tels manques, si les artistes, les hommes d'affaires, les écrivains, les patrons de holdings, les marchands étaient intelligents et faisaient marcher leurs cellules grises, ils comprendraient les raisons de notre non-modernisme et créeraient un modernisme différent et extraordinaire. Car il n'en existe pas pour l'instant. D'après moi, quelque chose qui n'existe pas peut être créé d'une manière plus efficace. C'est ce que j'essaie de faire dans ma vie quotidienne, en tant qu'artiste.

La création est-elle un processus difficile ? Que ce soit l'écriture ou la peinture... Tout d'abord une tension, puis le réconfort.

Je considère ce processus comme une naissance. Comme une femme qui enfante. Pour cela, elle doit d'abord s'accoupler, se faire ensementer. Dans l'art aussi, on doit se faire ensementer. Mais comment puis-je bien me faire ensementer, si ce n'est par quelqu'un ?

Qui vous ensement ?

Puisque je suis un homme, c'est une femme qui va m'influencer. Et puis aussi la nature. Il y a de magnifiques nuages aujourd'hui dans le ciel. Combien de personnes à Istanbul les ont ?



Ce sont ces nuages qui vous ont ensementé aujourd'hui ?

Oui, ce qui me touche m'ensement. La situation actuelle de mes compatriotes, par exemple, m'ensement.

Quelle est cette situation ?

Les valeurs sociales et les niveaux économiques sont sens dessus dessous. La distribution des profits a déraillé. Il n'y a pas de production. Y a-t-il de la consommation ? L'inflation diminue, car l'argent n'est pas dépensé. Voilà ce qui m'ensement ces temps-ci. Je réagis. Je vis des mondes de sentiments dans une minuscule goutte d'eau.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste



Qui est Bariş Saribaş ?

Né à Izmir en 1979, Bariş Saribaş est diplômé du département de peinture de la Faculté des Beaux-Arts de l'Université de Marmara. Depuis 1996, il a organisé 6 expositions personnelles et participé à 35 autres. Avec les nombreux prix qu'il a reçus, il est considéré aujourd'hui comme une des stars montantes de l'art turc.



Envie de faire passer une publicité dans nos pages ? Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement (Turquie)

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 20 numéros version PDF : 15 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 300 €

Prénom : Nom :

Adresse :

Ville : Code postal : Pays :

N° de téléphone :

Email :

Date :/...../.....

Signature :

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yay nc l k Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 5

Bulletin d'abonnement (Europe)

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 80 € 20 numéros version PDF : 15 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 600 €

Prénom : Nom :

Adresse :

Ville : Code postal : Pays :

N° de téléphone :

Email :

Date :/...../.....

Signature :

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Credit Lyonnais
n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120g

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

alt 5

Où va la Turquie ?



* Kemal Belgin*

LE SPORT turc, jusqu'à ces dernières années, ne cherchait à se faire remarquer que dans la lutte gréco-romaine. Désormais, même si les résultats ne sont pas forcément probants dans toutes les branches sportives, il sait attirer de grands noms dans ses championnats nationaux.

Il est admis sans aucun doute que le football est le sport le plus populaire du pays. Les Brésiliens Alex, Kléberson et Ailton, le Français Anelka, les capitaines de l'équipe nationale –Song pour le Cameroun, Ilic pour la Serbie et Appiah pour le Ghana– le Croate Tomas, les gardiens de but de la sélection nationale de Colombie Oscar Cordoba et Mondragon, le Tchèque Jun et l'Égyptien Ahmed Hassan ne sont que les plus connus des nombreux étrangers jouant en Turquie. Nous pouvons aussi citer les Américains et autres étrangers jouant au basket-ball pour Ülkerspor et Efes Pilsen. On peut même aller plus loin en parlant de disciplines telles que l'athlétisme, l'haltérophilie et la boxe, et des athlètes d'origine turque mais nés à l'étranger que la Turquie ramène sous son drapeau, obtenant ainsi des résultats plus que positifs. Naim Süleymanoğlu, Halil Mutlu, Atagün Yalçınkaya ont tous les trois obtenu des médailles au nom de la Turquie aux Championnats du monde et aux jeux Olympiques. Et des noms comme Elvan Abeylegesse ou Natalia nous montrent que des sportifs étrangers décident de concou-

On peut observer une véritable révolution au sujet du sport dans la mentalité turque, auparavant très renfermée sur elle-même.

rir sous les couleurs de la Turquie. On peut donc observer une véritable révolution au sujet du sport dans la mentalité turque, auparavant très renfermée sur elle-même.

Alors que la venue de sportifs augmente en volume et en valeur, les prix annoncés, surtout dans le football et le basket-ball, ne peuvent que nous ébahir. Les 23 millions de dollars dépensés pour Anelka, les 25 pour Appiah et les 20 pour Alex ont permis à la Turquie de se faire entendre depuis les marchés européens. Alors que nous écrivons ces lignes, Galatasaray vient d'accélérer ses démarches pour recruter une des stars de l'équipe nationale d'Argentine, Kily Gonzalez. Le sport turc est donc aux premiers rangs d'un point de vue économique. Alors que l'adhésion de la Turquie à l'U.E. est encore un sujet de polémique animé, notre pays démontre encore une fois qu'il fait partie intégrante de l'Europe. Les budgets annuels des clubs turcs, et tout particulièrement des trois grands clubs d'Istanbul, approchent les 100 millions de dollars, ce qui, de nos jours, est loin d'être négligeable.

Oui, attendre de la Turquie qu'elle continue dans sa tradition de réussite sur le plan international, démontrée par une

troisième place mondiale en football, une médaille d'or européenne en athlétisme avec Süreyya Ayhan, une place de second en Coupe d'Europe de basket et les nombreuses médailles d'or d'Halil Mutlu, n'est plus un rêve utopique grâce à cette économie sportive en plein développement.

* Kemal Belgin Enseignant à l'université de Marmara



Les tendances de la mode automne-hiver 2005/2006



* Sandrine Aknin

QUE NOUS réserve la mode pour cette rentrée et l'hiver à venir ?

La mode de l'automne-hiver 2005-2006 révèle un goût pour une élégance rétro mais sans trop d'excentricités. Les grands noms de la couture, voire de la haute couture, sont toujours très attendus. Les créateurs ont balayé l'histoire de la mode, puisant dans les archives, des années 20 comme Louis Vuitton aux années 80 pour Jean-Paul Gaultier avec un plus grand attrait pour 1950 avec d'innombrables propositions de tailleurs jupes très structurés aux vestes bien cintrées, des manteaux et vestes courtes au dos à godet ou les années 60 comme ces

duffle-coats très Françoise Hardy, de Balenciaga.

Côté tendance, le noir, fait un retour en force. La créatrice Véronique Branquinho propose même une collection tout en noir ! Une couleur parfaite pour les fameuses petites robes noires divines de Lanvin et Chanel. Ce noir, indémodable classique, est devenu une référence dans l'histoire de la mode. Il est synonyme d'élégance et de toutes circonstances Chez Givenchy, le jeune créateur italien, Riccardo Tisci, travaille le noir dans un style personnel. Veste noire feutrée à la main, fourreau tricoté en mohair noir, jupe en cuir verni noir... Pour Riccardo Tisci, les femmes ont le teint pâle et jouent les mystérieuses romantiques. Mais quelques griffes résistent comme Kenzo qui fait exploser les couleurs, les autres ajoutant des dégradés de beige, du rose au violet ou du bleu canard et de l'émeraude.

Des emprunts à l'histoire et aux autres continents ont inspiré Christian Lacroix. Robes à volants venant du Flamenco espagnol, brocart et broderies du XVIII^e siècle, déshabillé orientaliste... Pour lui, ces inspirations-là dessinent, au final, une véritable couture bien ancrée dans son temps, où les couleurs donnent le ton.

Jean-Paul Gaultier, quant à lui, choisit les régions slaves comme terrain de sa haute couture. Un choix dans la ligne de prêt-à-porter de cet hiver, où la tendance russe inspire largement les créateurs. Chez Gaultier, chaque silhouette a donc un nom emprunté au pays : Nastassia, Ninotchka ou Matriochka. L'influence est bien au rendez-vous. Les blouses roumaines inspirent des robes aux manches ballons, en velours de soie, à multiples galons ou à

volants. Elles se jouent courtes ou longues, s'assortissent à de petits gilets sans manches ou s'ornent de motifs brodés au point de croix.

L'autre pièce maîtresse de cet automne-hiver sera le chemisier. Valentino et Yves Saint-Laurent déclinent leurs chemisiers sous toutes les formes et toujours en légèreté. Rarement sages, à col lavallière, à jabot, à volants et souvent transparents... Longtemps délaissée, la fourrure fait un retour en fanfare et la plupart des créateurs y ont recours pour orner manches, poignets, cols, poches, ... tandis que les strass diamants ajoutent une touche de luxe. Le soir est de plus en plus présent, comme si les griffes voulaient marquer leur différence avec le prêt-à-porter de grande diffusion.

* Sandrine Aknin, Journaliste

